



KPMG AUDIT IS
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

S.A. au capital de 5 497 100 €
R.C.S. Nanterre 775 726 417
Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie Régionale
de Versailles



6 place de la Pyramide
92908 Paris la Défense Cedex
France

S.A.S. au capital de 2 188 160 €
R.C.S. Nanterre 572 028 041
Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie Régionale
de Versailles

GASCOGNE

***Rapport des commissaires aux comptes sur les
comptes consolidés***

Exercice clos le 31 décembre 2019
GASCOGNE
Société Anonyme
68 rue de la Papeterie - 40200 Mimizan



KPMG AUDIT IS
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

S.A. au capital de 5 497 100 €
R.C.S. Nanterre 775 726 417
Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie Régionale
de Versailles



6 place de la Pyramide
92908 Paris la Défense Cedex
France

S.A.S. au capital de 2 188 160 €
R.C.S. Nanterre 572 028 041
Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie Régionale
de Versailles

GASCOGNE

Société Anonyme

Siège social : 68 rue de la Papeterie - 40200 Mimizan

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2019

A l'Assemblée générale de la société GASCOGNE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société GASCOGNE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019 tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le Conseil d'administration le 26 mars 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « I.1.1. Nouvelles normes, amendements et interprétations en vigueur au sein de l'Union Européenne applicables aux exercices ouverts au 1er janvier 2019 » de l'annexe aux états financiers consolidés qui expose le changement de méthode comptable résultant de la première application de la norme IFRS 16 relative aux contrats de location.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

La société procède, à chaque clôture annuelle, à un test de dépréciation des goodwill et des actifs à durée d'utilité indéfinie et évalue également s'il existe un indice de perte de valeur des immobilisations incorporelles à durée d'utilité définie et des immobilisations corporelles, selon les modalités décrites dans la note « V.3. Dépréciation des actifs » de l'annexe aux comptes consolidés.

Nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent les estimations retenues pour ce test de dépréciation, à revoir les calculs effectués par la société, à examiner les procédures d'approbation de ces estimations par la direction et à vérifier que la note « V.3. Dépréciation des actifs » de l'annexe aux comptes consolidés donne une information appropriée.

Nous rappelons toutefois que, ces estimations étant fondées sur des prévisions présentant par nature un caractère incertain, les réalisations différeront, parfois de manière significative, des prévisions.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration arrêté le 26 mars 2020. S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêté du rapport de gestion relatifs aux effets de la crise liée au Covid-19, la direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication à l'Assemblée générale appelée à statuer sur les comptes.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Nous attestons que la déclaration consolidée de performance extra-financière prévue par l'article L.225-102-1 du Code de commerce figure dans les informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion, étant précisé que, conformément aux dispositions de l'article L.823-10 de ce Code, les informations contenues dans cette déclaration n'ont pas fait l'objet de notre part de vérifications de sincérité ou de concordance avec les comptes consolidés et doivent faire l'objet d'un rapport par un organisme tiers indépendant.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation.
Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Les commissaires aux comptes

Mérignac, le 30 avril 2020

KPMG Audit IS



Eric Junières
Associé

Paris la Défense, le 30 avril 2020

Deloitte & Associés



Emmanuel Gadret
Associé

II.3. ETATS FINANCIERS CONSOLIDES 2019

II.3.1. ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE

(En milliers d'euros)	Notes	Exercice 2019	Exercice 2018
Chiffre d'affaires	III.1	389 868	401 988
Variation des stocks des produits en cours et produits finis	III.2.1	3 092	4 899
Achats consommés	III.2.2	(197 849)	(205 709)
Charges externes		(88 977)	(88 499)
Frais de personnel	IV	(74 833)	(78 126)
Impôts et taxes		(7 507)	(8 244)
Dotations aux amortissements	V2, V3	(13 992)	(12 547)
(Dotations) Reprises de provisions	VI.2	(118)	67
Autres produits et (charges) d'exploitation	III.6	4 621	871
Résultat opérationnel courant		14 305	14 701
Autres produits et (charges) opérationnels	III.3	(594)	(4 754)
Résultat opérationnel		13 711	9 948
Coût de l'endettement financier net		(3 525)	(3 123)
Autres produits et (charges) financiers		(434)	(494)
Résultat financier net	VIII.2	(3 959)	(3 616)
Quote-part dans le résultat des entités mises en équivalence (nette d'impôt)	III.5	0	141
Résultat avant impôt		9 752	6 472
Produits (charges) d'impôt sur le résultat	IX	(11)	2 939
Résultat net de l'ensemble consolidé		9 741	9 411
attribuable aux :			
. actionnaires de Gascogne SA		9 741	9 411
. Participations ne donnant pas le contrôle		0	0
Variation des réévaluations du passif net au titre des prestations définies		(2 051)	(690)
Impôts liés		563	204
. Eléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat		(1 487)	(486)
Variation des écarts de conversion		403	(661)
Impôts liés			
. Eléments susceptibles d'être reclassés ultérieurement en résultat		403	(661)
Produits et charges comptabilisés en autres éléments du résultat global		(1 085)	(1 147)
Résultat global		8 656	8 264
Résultat net de l'ensemble consolidé		9 741	9 411
attribuable aux:			
. actionnaires de Gascogne SA		9 741	9 411
. Participations ne donnant pas le contrôle		0	0
Produits et charges comptabilisés en autres éléments du résultat global		(1 085)	(1 147)
Résultat global de l'ensemble consolidé		8 656	8 264
attribuable aux:			
. actionnaires de Gascogne SA		8 656	8 264
. Participations ne donnant pas le contrôle		0	0
Résultat par action de l'ensemble consolidé			
Résultat de base par action (en €)	VII.2	0,40	0,43
Résultat dilué par action (en €)	V.11	0,33	0,35

II.3.2. ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE

(En milliers d'euros)	Notes	Exercice 2019	Exercice 2018
Actifs			
Goodwill et autres immobilisations incorporelles	V.1	6 993	3 614
Immobilisations corporelles	V.2	159 529	138 477
Participations mises en équivalence	III.5		3 546
Actifs financiers non courants	VIII.1.1	3 116	2 948
Impôts différés actifs	IX	2 147	1 408
Actif non courants		171 786	149 992
Stocks	III.2.1	103 692	97 924
Clients et autres débiteurs	III.1.2	69 643	79 646
Autres actifs courants	III.1.2	717	1 691
Impôt sur les bénéfices à récupérer	IX	8 287	10 102
Actifs financiers courants	VIII.1.1	83	89
Trésorerie et équivalents de trésorerie	VIII.1.2	16 663	11 593
Actif courants		199 085	201 046
Total des actifs		370 871	351 038
Capitaux propres et passifs			
	Notes	Exercice 2019	Exercice 2018
Capitaux propres			
Capital		60 800	60 800
Primes d'émission, de fusion, d'apport			0
Réserves consolidées		63 558	54 163
ORAN		12 053	12 053
Réserves liées aux réévaluations du passif au titre des prestations définies		(5 619)	(4 132)
Actions propres		(2 980)	(2 980)
Ecart de conversion		(2 863)	(3 266)
Résultat consolidé		9 741	9 411
Capitaux propres, attribuables aux actionnaires de Gascogne SA	VII	134 690	126 049
Participations ne conférant pas le contrôle		0	0
Total des capitaux propres consolidés		134 690	126 049
Passifs			
Emprunts et dettes financières, part à plus d'un an	VIII.1.2	75 797	58 473
Avantages du personnel	IV	20 122	17 640
Provisions, part à plus d'un an	VI	1 813	1 451
Autres passifs non courants	III.6	1 276	868
Impôts différés passifs	IX	44	41
Passifs non courants		99 053	78 473
Emprunts et dettes financières, part à moins d'un an	VIII.1.2	53 658	55 540
Provisions, part à moins d'un an	VI	2 157	2 792
Fournisseurs et autres créditeurs	VIII.1.2	76 629	83 775
Autres passifs courants	III.6	4 361	4 039
Impôt sur les bénéfices à payer	IX	323	370
Passifs courants		137 128	146 516
Total des passifs		236 181	224 989
Total des passifs et des capitaux propres		370 871	351 038

II.3.3. TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

(en milliers d'euros)	Notes	Exercice 2019	Exercice 2018
Résultat net de l'ensemble consolidé		9 741	9 411
Charge d'impôt	IX	11	(2 939)
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	III.5		(141)
Charges financières	VIII.2	3 959	3 616
Résultat opérationnel		13 711	9 948
Dotations aux amortissements	V2	13 992	12 547
Dotations (reprises) aux provisions		(1 125)	(1 347)
Dotations (reprises) aux provisions pour dépréciations d'actifs		277	1 035
Pertes (profits) sur cessions d'actifs immobilisés		(102)	(901)
Subventions d'investissement virées au résultat		(226)	(230)
Autres		10	(34)
Capacité d'autofinancement opérationnelle		26 537	21 018
Variation des stocks		(5 747)	(10 848)
Variation des clients et autres débiteurs		10 106	(2 806)
Variation des fournisseurs et autres créditeurs		(6 597)	5 006
Variation du passif fiscal et social		(1 212)	(1 212)
Variation des autres créances et dettes		1 709	181
Flux générés par l'activité		24 797	11 339
Intérêts payés		(3 050)	(2 648)
Autres produits et charges financiers payés		169	(523)
Impôts payés		(232)	(157)
Flux de trésorerie opérationnels		21 684	8 011
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles		(30 512)	(23 974)
Acquisitions d'immobilisations financières		(313)	(382)
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		1 440	1 968
Cessions d'immobilisations financières		3 451	238
Acquisition de titres de filiale sous déduction de la trésorerie acquise			
Flux de trésorerie d'investissement		(25 934)	(22 150)
Excédent (besoin) de financement		(4 250)	(14 139)
Augmentation de capital			9 806
Subventions d'investissement reçues / remboursées		475	4
Augmentation des dettes financières		32 000	12 000
(Diminution) des dettes financières		(22 973)	(11 431)
Décalsages de trésorerie liés aux opérations de financement		(234)	
Avance compte courant associés			(7 154)
Flux de trésorerie de financement		9 268	3 224
Variation de la trésorerie nette		5 018	(10 915)
Autres mouvements		10	(22)
Trésorerie nette en début d'exercice		11 343	22 279
Variation de la trésorerie nette		5 018	(10 915)
Autres mouvements		10	(22)
Trésorerie nette en fin d'exercice		16 371	11 343

II.3.4. TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES

(en milliers d'euros)	Capital social	Primes d'émission, de fusion, d'apport	Réserves et résultats non distribués	Réserves liées aux réévaluations du passif net au titre des prestations définies	ORAN	Actions propres	Ecart de conversion	Total attribuable aux actionnaires de Gascogne SA	Participations ne conférant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Situation au 31/12/2017	50 994		54 294	(3 643)	12 053	(2 980)	(2 605)	108 113	0	108 113
Variation de périmètre										
Autres éléments du résultat global				(489)			(661)	(1 151)		(1 151)
Résultat global de la période			9 411					9 411	0	9 411
Total des produits et des charges comptabilisés au titre de la période			9 411	(489)			(661)	8 260	0	8 260
Augmentation du capital	9 806							9 806		9 806
Dividendes distribués										
ORAN										
Actions propres										
Autres mouvements			(131)					(131)		(131)
Transactions avec les propriétaires de Gascogne SA	9 806		(131)					9 676		9 676
Situation au 31/12/2018	60 800		63 574	(4 132)	12 053	(2 980)	(3 266)	126 049	0	126 049
Variation de périmètre										
Autres éléments du résultat global				(1 487)			403	(1 085)		(1 085)
Résultat global de la période			9 741					9 741	0	9 741
Total des produits et des charges comptabilisés au titre de la période			9 741	(1 487)			403	8 655	0	8 655
Augmentation du capital										
Dividendes distribués										
ORAN										
Actions propres										
Autres mouvements			(15)	0				(15)		(15)
Transactions avec les propriétaires de Gascogne SA			(15)	0				(15)		(15)
Situation au 31/12/2019	60 800		73 299	(5 619)	12 053	(2 980)	(2 863)	134 690	0	134 690

II.3.5. NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

I. PRINCIPES COMPTABLES GENERAUX

- I.1. Référentiel appliqué
- I.2. Base de préparation
- I.3. Présentation des états financiers

II. PERIMETRE DE CONSOLIDATION

- II.1. Principes de consolidation
- II.2. Méthodes de conversion
- II.3. Regroupements d'entreprises
- II.4. Evolution du périmètre de consolidation
- II.5. Périmètre de consolidation
- II.6. Engagements hors bilan liés au périmètre
- II.7. Parties liées

III. ACTIVITE OPERATIONNELLE

- III.1. Chiffre d'affaires et créances clients
- III.2. Stocks et achats consommés
- III.3. Autres produits et charges opérationnels
- III.4. Information sectorielle
- III.5. Participation dans des sociétés mises en équivalence
- III.6. Autres passifs
- III.7. Quotas d'émission de gaz à effet de serre

IV. CHARGES ET AVANTAGES DU PERSONNEL

- IV.1. Avantages du personnel
- IV.2. Provisions pour retraites et engagements assimilés
- IV.3. Plan d'options d'achat d'actions et attribution d'actions gratuites
- IV.4. Rémunération des dirigeants (parties liées)

V. IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

- V.1. Goodwill et autres immobilisations incorporelles
- V.2. Immobilisations corporelles
- V.3. Dépréciation des actifs
- V.4. Engagements hors bilan liés aux activités opérationnelles

VI. PROVISIONS ET PASSIFS EVENTUELS

- VI.1. Provisions au bilan
- VI.2. Variation des provisions dans le compte de résultat

VII. CAPITAUX PROPRES ET RESULTATS PAR ACTION

- VII.1. Capitaux propres
- VII.2. Résultat par action
- VII.3. Résultat global

VIII. FINANCEMENT ET INSTRUMENTS FINANCIERS

VIII.1. Actifs et passifs financiers

VIII.2. Résultat financier

VIII.3. Politique de gestion des risques

VIII.4. Engagements hors bilan liés aux financements du groupe

IX. IMPOTS SUR LE RESULTAT

IX.1. Impôt sur les résultats

IX.2. Impôts différés

X. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

XI. HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

PRINCIPES COMPTABLES GENERAUX

Gascogne SA est une entreprise domiciliée en France dont le siège social est situé 68 rue de la papeterie à Mimizan (40 200). Les états financiers consolidés de Gascogne SA pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 comprennent la société consolidante et ses filiales (l'ensemble désigné comme le « Groupe » ou « Gascogne ») et la quote-part du Groupe dans les entreprises associées. Les principales activités de Gascogne sont la transformation du bois, la production de papier, de sacs et de complexes.

Les états financiers consolidés du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, ainsi que les états financiers consolidés intermédiaires résumés pour les 6 mois écoulés au 30 juin 2019, sont disponibles sur demande au siège social ou sur www.groupe-gascogne.com.

Gascogne est cotée sur le marché Euronext Growth.

Les états financiers ont été arrêtés par le Conseil d'administration le 26 mars 2020 et seront soumis pour approbation à la prochaine Assemblée générale du 24 juin 2020.

I.1. Référentiel appliqué

En application du règlement n°1606/2002 du 19 juillet 2002 modifié par le règlement européen n°297/2008 du 11 mars 2008, les états financiers consolidés au titre de l'exercice 2014 sont établis conformément aux normes IFRS (International Financial Reporting Standards) telles qu'adoptées par l'Union Européenne.

Ces normes sont disponibles sur le site internet de l'Union Européenne à l'adresse :

http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm.

I.1.1. Nouvelles normes, amendements et interprétations en vigueur au sein de l'Union Européenne applicables aux exercices ouverts au 1^{er} janvier 2019

Le Groupe a appliqué les amendements de normes et les interprétations entrés en vigueur au 1er janvier 2019 et adoptés par l'Union Européenne.

IFRS 16 – « Contrats de location » : voir ci-après en 2.3.1.1

IFRIC 23 – « Incertitude relative aux traitements fiscaux »

L'interprétation s'applique à la détermination du bénéfice imposable (de la perte fiscale), des valeurs fiscales, des pertes fiscales inutilisées, des crédits d'impôt inutilisés et des taux d'imposition lorsqu'il y a un doute quant aux traitements fiscaux à utiliser selon IAS 12.

I.1.1.1. Impact de la première application de la norme IFRS 16 – Principes comptables

La norme IFRS 16 – « Contrats de location » remplace la norme IAS 17 et les interprétations IFRIC 4, SIC 15 et SIC 27, à compter du 1^{er} janvier 2019.

Pour le preneur (cas du Groupe Gascogne), la comptabilisation est désormais basée sur un modèle unique, résultant de la suppression de la distinction entre les contrats de location simple et les contrats de location-financement.

IFRS 16 prévoit la comptabilisation de tous les contrats de location au bilan des preneurs, avec constatation d'un actif (représentatif du droit d'utilisation de l'actif loué pendant la durée du contrat) et d'une dette (au titre de l'obligation de paiement des loyers).

Les principales mesures de simplifications prévues par la norme et retenues par le Groupe sont les suivantes :

- Utilisation de la méthode rétrospective simplifiée, pas de retraitement des périodes comparatives ;

- Exemption des nouveaux contrats de location de courte durée (durée inférieure à 12 mois y compris périodes de renouvellement économiquement incitatives) et les contrats de faible valeur ;
- Le taux d'actualisation correspond au taux marginal d'emprunt déterminé sur la durée résiduelle des contrats pour l'ensemble du Groupe.

A leur date de prise d'effet, les contrats de location tels que définis par la norme IFRS 16 « Contrats de location » sont inscrits :

- En immobilisation à l'actif (droit d'usage) pour le montant de la dette de loyers, augmentée des paiements d'avance faits au bailleur; et
- En dette financière pour le montant des loyers sur la durée de location, actualisés au taux marginal d'emprunt déterminé sur la durée résiduelle des contrats pour l'ensemble du Groupe,
- Lors de la comptabilisation initiale, il est constaté des impôts différés.

Dans la pratique, les montants inscrits à l'actif et au passif sont très proches.

Ces immobilisations sont amorties linéairement, soit sur la durée du contrat de location, soit sur leur durée d'utilité si celle-ci est inférieure à la durée de location ou si le contrat transfère au preneur la propriété de l'actif ou s'il existe une option d'achat dont l'exercice est raisonnablement certain. Aucun des contrats analysés n'a conduit à retenir une durée d'utilité inférieure à la durée de location.

I.1.1.2. Impact de la première application de la norme IFRS 16 – Impact sur les états financiers consolidés 2019

A. Situation financière consolidée

L'impact de la première application de la norme IFRS 16 sur la situation financière consolidée au 1^{er} janvier 2019 concerne :

- A l'actif, les droits d'utilisation comptabilisés en immobilisations corporelles pour 5,28 millions d'euros ;
- Au passif, les dettes sur obligations locatives comptabilisées en dette financière pour 5,28 millions d'euros.

B. Compte de résultat consolidé

L'impact de la première application de la norme IFRS 16 sur le compte de résultat consolidé de l'exercice 2019 concerne :

- Le résultat opérationnel courant n'est quasiment pas impacté, l'annulation des charges de location (+ 1,46 M€) est très proche de la charge d'amortissement des droits d'utilisation (- 1,4 M€) ;
- Le résultat financier diminué de - 0,1 millions d'euros correspondant à la charge d'intérêts.

C. Rapprochement de la dette sur obligations locatives et des engagements hors bilan au 1er janvier 2019

Le passage du montant des engagements hors bilan de location simple au 31 décembre 2018 à la dette de location au 1er janvier 2019 se décline comme suit :

(En milliers d'euros)	01/01/2019
Engagements sur contrats de location simple au 31/12/2018	7 940
Contrat de faible valeur ou se terminant en 2019	(1 760)
Autres (loyers gratuits, renouvellements de baux...)	(581)
Dette de location avant actualisation au 01/01/2019	5 599
Actualisation	(319)
DETTE DE LOCATION AU 01.01.2019	5 280

L'endettement au 31 décembre 2018 s'élevait à 102,4 millions d'euros, il a augmenté de 5,3 millions d'euros avec l'application d'IFRS 16 au 1^{er} janvier 2019 soit une hausse de 5,2%.

I.1.2. Nouvelles normes, amendements et interprétations non encore appliqués

Les nouvelles normes, interprétations et amendements à des normes existantes et applicables aux périodes comptables ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2020 ou postérieurement n'ont pas été adoptées par anticipation par le Groupe au 31 décembre 2019.

I.2. Base de préparation

I.2.1. Monnaie fonctionnelle et de présentation

Les états financiers consolidés sont présentés en euro qui est la monnaie fonctionnelle et de présentation de Gascogne. Toutes les données financières présentées en euro sont arrondies au millier d'euros le plus proche.

I.2.2. Recours à des estimations et au jugement

Pour établir les comptes consolidés, la Direction du Groupe procède à des estimations dans la mesure où de nombreux éléments inclus dans les états financiers ne peuvent être précisément évalués. La Direction révisé ses estimations en cas de changement des circonstances sur lesquelles elles étaient fondées ou par suite de nouvelles informations ou d'un surcroît d'expérience. En conséquence, les estimations retenues au 31 décembre 2019 pourraient être sensiblement modifiées.

Par ailleurs, la Direction exerce son jugement pour définir le traitement comptable de certaines transactions lorsque les normes et interprétations en vigueur ne traitent pas de manière précise les problématiques comptables concernées.

Les hypothèses sur lesquelles se fondent les principales estimations et le jugement sont explicitées ci-dessous :

		Hypothèses actuarielles IAS19
Notes V.3.	Pertes de valeur et impairment tests	Principales hypothèses retenues pour la construction des valeurs d'utilité: taux d'actualisation, taux de croissance à l'infini, flux de trésorerie attendus
Notes IX.1.	Impôt sur le résultat	Hypothèses retenues pour la reconnaissance des impôts différés actifs liés aux reports déficitaires

II. PERIMETRE DE CONSOLIDATION

II.1. Principes de consolidation

Filiales

Une filiale est une entité contrôlée par la société. Le contrôle existe lorsque la société a le pouvoir de diriger directement ou indirectement les politiques financières et opérationnelles de l'entité afin d'obtenir des avantages de ses activités.

Pour apprécier le contrôle, les droits de vote potentiels qui sont actuellement exerçables ou convertibles sont pris en considération.

Les états financiers des filiales sont inclus dans les états financiers consolidés à partir de la date à laquelle le contrôle est obtenu jusqu'à la date à laquelle le contrôle cesse.

Intérêts dans des entités mises en équivalence

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce directement ou indirectement une influence notable, ainsi que les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce directement ou indirectement un contrôle conjoint, sont mises en équivalence. La mise en équivalence consiste à substituer à la valeur comptable des titres détenus dans une entité associée ou contrôlée conjointement le coût d'acquisition de ces titres ajusté de la quote-part du Groupe dans les variations de l'actif net de l'entité depuis son acquisition.

Transactions éliminées dans les états financiers consolidés

Les soldes bilanciels et les transactions, les produits et les charges résultant des transactions intragroupes sont éliminés. Les gains découlant des transactions avec les entités mises en équivalence sont éliminés par la contrepartie des titres mis en équivalence à concurrence des parts d'intérêt du Groupe dans l'entreprise. Les pertes sont éliminées de la même façon que les gains, mais seulement dans la mesure où elles ne sont pas représentatives d'une perte de valeur.

II.2. Méthodes de conversion

II.2.1. Transactions en monnaie étrangère

La comptabilisation et l'évaluation des opérations libellées en monnaies étrangères sont définies par la norme IAS 21 "Effets des variations des cours des monnaies étrangères".

Les transactions libellées en monnaies étrangères sont converties au taux de change en vigueur au moment de la transaction. En fin d'exercice, les actifs et passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis au taux de change de la clôture. Les écarts de conversion qui en résultent sont comptabilisés en pertes et profits de change dans le résultat financier.

II.2.2. Les états financiers des activités à l'étranger

Les comptes des filiales étrangères du Groupe sont tenus dans leur monnaie fonctionnelle. Le bilan des sociétés dont la monnaie fonctionnelle n'est pas l'euro est converti en euros au cours de clôture, sauf les capitaux propres qui sont convertis au cours historique. Le compte de résultat est converti au cours approchant le cours à la date de transaction. Le tableau de flux de trésorerie est converti au cours moyen, à l'exception de la trésorerie qui est convertie au cours de clôture.

Les gains et pertes résultant de la conversion du bilan (qui comprennent l'incidence de la variation des taux sur les actifs et les passifs) sont comptabilisés en autres éléments du résultat global et accumulés dans les capitaux propres.

II.3. Regroupements d'entreprise

Tous les regroupements d'entreprise sont comptabilisés en appliquant la méthode de l'acquisition.

Les regroupements d'entreprises sont évalués et comptabilisés conformément aux dispositions de la norme IFRS 3 révisée : la contrepartie transférée (coût d'acquisition) est évaluée à la juste valeur des actifs remis, capitaux propres émis et passifs encourus à la date de l'échange. Les actifs et passifs identifiables de l'entreprise acquise sont évalués à leur juste valeur à la date de l'acquisition. Les coûts directement attribuables à l'acquisition sont comptabilisés en charges, sauf les coûts liés à l'émission d'instruments de capitaux propres.

II.4. Evolution du périmètre de consolidation

La participation de 40% de Gascogne Sacs dans les sociétés italiennes Sacchificio Veneto et Lessinia Immobili a été cédée le novembre 2019 à l'actionnaire majoritaire (avec 60%) pour un montant de 3,3 M€. Le résultat est quasi-neutre sur les comptes consolidés.

II.5. Périmètre de consolidation au 31 décembre 2019

Sociétés consolidées au 31 décembre 2019 :

Sociétés	Siège social	N° de SIREN	% de contrôle	% d'intérêt
FINANCIER				
Gascogne SA	40200 F-Mimizan	895 750 412		
ACTIVITE BOIS				
Gascogne Bois	40210 F-Esource	501 719 413	100,00	100,00
Palfrance	81600 F-Gaillac	379 124 795	100,00	100,00
Gascogne All Wood	Liège (Belgique)	BE-425608482	100,00	100,00
ACTIVITE PAPIER				
Gascogne Papier	40200 F-Mimizan	334 612 967	100,00	100,00
Gascogne Spain	Barcelone (Espagne)	29487F141B152448	100,00	100,00
Gascogne Packaging USA	Atlanta (USA)	CBP-2.953.531	100,00	100,00
Feutres Depland	87200 F-Saint Junien	760 500 587	100,00	100,00
ACTIVITE SACS				
Gascogne Sacs	40200 F-Mimizan	493 467 989	100,00	100,00
Gascogne Sack Deutschland	Wieda (Allemagne)	HRB54618	100,00	100,00
Aigis	Chalkida (Grèce)	13138/12/B/86/11	100,00	100,00
Gascogne Sack Tunisia	Radès (Tunisie)	B0233542005	99,99	99,99
ACTIVITE COMPLEXES				
Gascogne Flexible	40200 F-Mimizan	312 757 347	100,00	100,00
Gascogne Flexible Germany	Düren (Allemagne)	HRB3891	100,00	100,00

II.6. Engagement hors bilan liés au périmètre

Il n'y a pas d'engagements liés au périmètre.

II.7. Parties liées

Transactions de la société mère avec les filiales du Groupe

Il s'agit d'une part des prestations de service et de la mise à disposition des dirigeants facturées par la société mère aux filiales et d'autre part d'avances en compte courant consenties à/ou par certaines filiales qui donnent lieu à facturation d'intérêts financiers. Par ailleurs, l'ensemble des sociétés françaises font partie d'un groupe d'intégration fiscale dont Gascogne SA est la société mère.

Transactions avec des parties liées

Gascogne SA n'a entretenu, en 2019, aucune relation de quelque nature que ce soit avec les dirigeants (autre que les émoluments ou jetons de présence). Voir le paragraphe IV.4.

Gascogne SA a des relations avec les sociétés du Groupe Biolandes (actionnaire d'Attis 2) pour la mise à disposition de locaux et de personnels.

Biolandes Technologies (société du Groupe Biolandes) a racheté les 4 821 137 ORAN (Obligations Remboursables en Actions ou en Numéraires) aux établissements bancaires détenteurs, à leur nominal de 2,50 euros en date du 25 février 2020. Toutes les caractéristiques des ORAN ont été conservées et notamment les conditions de rémunération (1% l'an) et la maturité (31 décembre 2023).

Par ailleurs, il n'existe pas d'autres transactions entre les parties liées qui soient significatives et/ou conclues à des conditions qui ne seraient pas des conditions de marché.

III. ACTIVITE OPERATIONNELLE

III.1. Chiffre d'affaires, créances clients et autres débiteurs

III.1.1. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est évalué à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir au titre des biens et services vendus dans le cadre des activités du Groupe : il est comptabilisé net, après déduction des éventuels escomptes, rabais et ristournes offerts aux clients.

Le chiffre d'affaires comprend les ventes de produits finis et de prestations de services attachées à ces produits, les ventes de déchets, les ventes de marchandises et les frais de transport facturés.

Pour les ventes de biens et marchandises (qui constituent la plus grande part du chiffre d'affaires), le produit est comptabilisé en chiffre d'affaires lorsque les risques et avantages inhérents à la propriété des biens, ainsi que le contrôle, ont été transférés à l'acquéreur. Ce transfert des risques et avantages dépend des incoterms : s'agissant des clients français, en général, le transfert est effectif en sortie d'usine et s'agissant des clients export et grand export, le transfert est effectif à la livraison des produits chez le client.

La norme « IFRS 15 – Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec les clients » a remplacé les normes « IAS 18 – Produits des activités ordinaires » et « IAS 11 – Contrats de construction » et les interprétations liées au 1er janvier 2018 sans impact significatif pour le groupe Gascogne compte tenu de la nature des activités de ses sociétés.

(en milliers d'euros)	Exercice 2019	Exercice 2018
Ventes de biens	380 511	395 856
Prestations de services	9 358	6 132
Chiffre d'affaires	389 868	401 988

III.1.2. Créances clients et autres débiteurs

Les créances clients sont des actifs financiers courants, initialement enregistrés à la juste valeur et ultérieurement au coût amorti diminué des pertes de valeurs éventuelles.

Les créances clients sont dépréciées au cas par cas en fonction de leur antériorité.

Valeur nette des clients et autres débiteurs

(en milliers d'euros)	Exercice 2019	Exercice 2018
Clients et comptes rattachés	56 650	66 785
Créances à recevoir des parties liées	0	0
Paievements d'avance	586	446
Autres montants d'exploitation	12 408	12 416
Total	69 643	79 646

Variation des dépréciations des comptes clients et autres débiteurs

(en milliers d'euros)	Exercice 2018	Augmentation	Diminution	Exercice 2019
Provisions Clients et comptes rattachés	1 908	274	(113)	2 070
Provisions Autres créances exploitation	102			102
Total	2 010	274	(113)	2 171

Autres actifs courants

(en milliers d'euros)	Exercice 2019	Exercice 2018
Créances sur immobilisations	0	735
Créances diverses	3	5
Autres créances d'exploitations	713	951
Total	717	1 691

III.2. Stocks et achats consommés

III.2.1. Stocks

Les stocks sont évalués à leur coût de revient en utilisant la méthode du coût moyen pondéré ou à leur valeur nette probable de réalisation si celle-ci est inférieure. Si la valeur nette probable de réalisation des stocks est inférieure à leur coût de revient, ce montant est ramené à la valeur nette probable de réalisation par le biais d'une dépréciation des stocks. Le coût de revient correspond au coût d'acquisition ou au coût de production.

Les coûts indirects pris en compte dans la valorisation des stocks de produits finis et d'encours de production ne comprennent que les coûts liés à la production.

Valeur nette des stocks

(en milliers d'euros)	Exercice 2019	Exercice 2018
Matières premières et approvisionnements	55 543	53 150
En cours de production : biens	4 032	5 352
Produits intermédiaires et finis	48 872	39 036
Marchandises	251	386
Total	103 692	97 924

Variation des dépréciations des stocks

(en milliers d'euros)	Exercice 2018	Augmentation	Diminution	Exercice 2019
Matières premières et approvisionnements	5 698	4 004	(3 788)	5 914
En cours de production : biens	252	14	(25)	241
Produits intermédiaires et finis	2 983	2 230	(2 424)	2 789
Marchandises	324	122	(165)	281
Total	9 257	6 370	(6 402)	9 226

Les reprises de provisions au cours de l'exercice résultent essentiellement de sorties de stocks dépréciés à la clôture de l'exercice précédent.

Variation des stocks de produits finis et en-cours

(en milliers d'euros)	Exercice 2019	Exercice 2018
Variation de stocks bruts	2 887	5 345
Reprise de provisions sur stocks de produits finis et encours	2 419	1 971
Dotation aux provisions sur stocks de produits finis et encours	(2 214)	(2 417)
Variation des stocks de produits et encours	3 092	4 899

III.2.2. Achats consommés

(en milliers d'euros)	Exercice 2019	Exercice 2018
Achats de marchandises et de matières premières	(200 891)	(212 003)
Variation des stocks de marchandises et de matières premières	3 215	6 781
Reprise de provisions sur stocks de marchandises et matières premières	3 954	3 519
Dotation aux provisions sur stocks de marchandises et matières premières	(4 126)	(4 006)
Achats consommés	(197 849)	(205 709)

III.3. Autres produits et charges opérationnels

Afin de faciliter la lecture du compte de résultat et de la performance du Groupe, les éléments inhabituels et significatifs à l'échelle de l'ensemble consolidé sont identifiés sur la ligne du résultat opérationnel intitulée 'Autres produits et charges opérationnels'.

Cette ligne inclut principalement :

- le résultat des cessions d'immobilisations,
- les pertes ou reprises de valeur sur actifs immobilisés constatées principalement dans le cadre des tests de dépréciation des unités génératrices de trésorerie (UGT) et des goodwill,
- les provisions ou dépenses de réorganisation et de restructuration,
- les litiges majeurs qui naissent de l'activité opérationnelle du Groupe.

(en milliers d'euros)	Exercice 2019	Exercice 2018
Restructurations et litiges	(476)	424
(Moins) Plus-values nettes sur cession d'actifs	889	901
Autres	(1 007)	(6 078)
Autres produits et charges opérationnels	(594)	(4 754)

Restructurations et litiges

Ce poste comprend principalement en 2019 :

- Le solde du coût du PSE 2017 de la Division Bois : - 0,2 M€
- La reprise de provision (non utilisée) d'un litige : + 0,4 M€
- Des charges liées au dénouement de divers litiges : - 0,7 M€

Ce poste comprenait principalement en 2018 une reprise de 0,4 M€ suite à l'évolution favorable d'un litige.

Plus-values nettes sur cession d'actifs

En 2019, ce poste comprend principalement la plus-value réalisée sur la cession du site de Marmande compensée par des charges liées à des sorties d'immobilisations suite à un inventaire comptable des actifs industriels de la société Gascogne Sacs.

En 2018, ce poste comprenait principalement la plus-value réalisée sur la cession du site de Belvès.

Autres produits et charges

Ce poste intègre en 2019 principalement une opération de nettoyage de stocks anciens dans la Division Bois.

Ce poste intégrait en 2018 principalement une provision pour dépréciation de 5 M€ sur les actifs immobilisés de la Division Bois.

III.4. Information sectorielle

Conformément à la norme IFRS 8 "Secteurs opérationnels", et compte tenu de l'organisation interne du Groupe en terme de management et de reporting, le Groupe présente une information sectorielle par secteur d'activité.

Le Principal Décideur Opérationnel (PDO) est le Président Directeur Général du Groupe.

Le Groupe dispose de 4 secteurs, comme décrit ci-après, qui correspondent aux unités opérationnelles stratégiques du Groupe. Les dirigeants des Divisions Emballage (qui regroupe les Activités Papier, Sacs et Flexible) et Bois sont des segment managers au sens de la norme IFRS 8 et ils reportent au Président Directeur Général.

Les unités opérationnelles stratégiques du Groupe offrent des produits et des services distincts et sont dirigées séparément dans la mesure où elles nécessitent la mise en œuvre de stratégies technologiques et commerciales différentes.

Les opérations réalisées dans chacun des secteurs du Groupe sont résumées ainsi :

- Activité Bois : la production de bois d'œuvre et de trituration, parquets, lambris finis, moulures, panneaux, aménagement et accessoires,
- Activité Papier : la fabrication de papier kraft naturel frictionné et kraft naturel pour sacs,
- Activité Sacs : la production de sacs petite, moyenne et grande contenances,
- Activité Flexible : la fabrication de complexes multicouches (standard ou renforcé), supports siliconés, papiers gommés.

L'information sectorielle du Groupe est préparée conformément aux méthodes comptables appliquées pour établir et présenter les états financiers.

	31 décembre 2019					
(en milliers d'euros)	Bois	Papier	Sacs	Flexible	Financier	Total Groupe
Chiffre d'affaires						
. de l'activité	100 236	126 472	116 189	123 333	5 674	471 904
. intragroupe	(47 489)	(25 291)	(721)	(2 919)	(5 615)	(82 035)
. chiffre d'affaires net	52 747	101 181	115 467	120 414	59	389 869
Résultat opérationnel courant	(2 315)	5 714	4 620	6 045	241	14 305
Résultat opérationnel	(1 424)	5 383	3 857	5 884	12	13 711
Résultat des équivalences	0	0	0	0	0	0
Dotations aux amortissements	(1 250)	(4 588)	(3 752)	(3 846)	(557)	(13 992)
(Dotations) reprises de provisions pour dépréciations d'actif	826	203	0	0	0	1 029
Autres produits (charges) du résultat opérationnel sans contrepartie de trésorerie	(530)	133	(112)	(405)	(273)	(1 188)
Investissements industriels	262	20 083	4 599	1 835	3 734	30 512
Effectifs	347	380	465	342	31	1 565
Immobilisations incorporelles et corporelles	12 177	82 698	36 268	27 755	7 624	166 522
Titres mis en équivalence	0	0	0	0	0	0
Actifs sectoriels	32 334	55 552	47 684	36 826	1 656	174 051
Autres actifs	0	0	0	0	0	30 297
Total de l'actif	0	0	0	0	0	370 871
Passifs sectoriels	16 621	18 395	20 801	18 829	1 982	76 629
Autres passifs	0	0	0	0	0	159 552
Total du passif	0	0	0	0	0	236 181

	31 décembre 2018					
(en milliers d'euros)	Bois	Papier	Sacs	Flexible	Financier	Total Groupe
Chiffre d'affaires						
. de l'activité	105 900	133 299	116 405	121 056	5 519	482 179
. intragroupe	(44 493)	(26 296)	(853)	(3 086)	(5 463)	(80 191)
. chiffre d'affaires net	61 407	107 003	115 552	117 970	56	401 988
Résultat opérationnel courant	(2 386)	11 407	1 712	3 959	10	14 701
Résultat opérationnel	(7 131)	11 466	1 509	4 236	(132)	9 948
Résultat des équivalences	0	0	141	0	0	141
Dotations aux amortissements	(1 449)	(3 853)	(3 684)	(3 164)	(397)	(12 547)
(Dotations) reprises de provisions pour dépréciations d'actif	0	0	0	0	(1 389)	(1 389)
Autres produits (charges) du résultat opérationnel sans contrepartie de trésorerie	(4 385)	(352)	(290)	(1 150)	(192)	(6 368)
Investissements industriels	2 370	11 905	6 157	1 636	1 906	23 974
Effectifs	392	394	484	341	33	1 644
Immobilisations incorporelles et corporelles	11 998	65 204	35 131	25 799	3 959	142 091
Titres mis en équivalence	0	0	3 546	0	0	3 546
Actifs sectoriels	40 754	47 416	50 043	39 300	1 748	179 261
Autres actifs	0	0	0	0	0	26 141
Total de l'actif	0	0	0	0	0	351 038
Passifs sectoriels	22 764	20 142	19 941	19 049	1 878	83 775
Autres passifs	0	0	0	0	0	141 213
Total du passif	0	0	0	0	0	224 989

La répartition géographique du chiffre d'affaires est la suivante :

(En milliers d'euros)	Exercice 2019	Exercice 2018
France	166 688	170 525
Allemagne	43 344	46 006
Autres pays de l'Union Européenne	125 796	138 263
Pays hors de l'Union Européenne	54 041	47 194
Total	389 869	401 988

Les actifs immobilisés sont situés à 91% en France, 7% en Allemagne et le solde en Tunisie et en Grèce.

Aucun client ne représente individuellement plus de 10% du chiffre d'affaires du Groupe.

III.5. Participation dans les sociétés mises en équivalence

(En milliers d'euros)	Sacchificio Veneto	Lessinia	Total
Pourcentage de détention	40%	40%	
Valeur d'équivalence au 31 décembre 2017	1 893	1 512	3 405
Résultat	141	(0)	141
Valeur d'équivalence au 31 décembre 2018	2 034	1 512	3 545
Résultat			
Valeur d'équivalence au 31 décembre 2019			

Suite à la cession des participations de 40% dans les deux sociétés italiennes Sacchificio Veneto et Lessinia en novembre 2019, le Groupe ne détient plus de participation dans des sociétés mises en équivalence à fin 2019.

III.6. Autres passifs

Les subventions d'investissement sont comptabilisées en "Autres passifs" (courants et non courants) et sont ensuite reprises en résultat en "Autres produits et charges opérationnelles" en étalant linéairement leur montant sur la durée d'utilité de l'immobilisation concernée.

Les subventions d'exploitation sont comptabilisées directement en résultat en "Autres produits et charges d'exploitation".

Autres passifs

(en milliers d'euros)	Exercice 2019	Exercice 2018
Autres passifs non courants		
Subventions d'équipements	1 276	868
Total des autres passifs non courants	1 276	868
Autres passifs courants		
Subventions d'équipements	59	218
Dettes sur immobilisations	4 291	3 808
Dettes diverses	10	13
Total des autres passifs courants	4 361	4 039
Total des autres passifs	5 637	4 906

Autres produits et charges d'exploitation

(en milliers d'euros)	Exercice 2019	Exercice 2018
Autres produits courants	3 504	688
Subventions d'investissement virées au résultat	226	230
Subventions d'exploitation	40	184
Autres charges courantes	993	(342)
(Dotations) Reprises provisions clients, autres créances et actifs courants	(141)	111
Autres produits et (charges) d'exploitation	4 621	871

En 2019, les autres produits courants comprennent le produit de la cession de 100 000 tonnes de quotas de CO2 pour un montant de 2,4 M€.

III.7. Quotas d'émission de gaz à effet de serre

Dans l'activité Papier, le Groupe s'est vu attribuer des droits d'émission de gaz à effet de serre.

En l'absence de normes IFRS ou d'interprétations relatives à la comptabilisation des droits d'émission de CO₂, la société a exercé son jugement et applique depuis la clôture au 31 décembre 2013 les nouvelles dispositions suivantes (qui sont notamment conformes au Règlement de l'ANC n° 2012-03 du 4 octobre 2012, homologué le 7 janvier 2013) :

- Les quotas sont gérés comme un coût de production et à ce titre ils sont reconnus en stock :
 - Les quotas attribués à titre gratuit sont comptabilisés en stock pour une valeur nulle,
 - Les quotas acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition,
 - Les ventes ou les restitutions annuelles de quotas constituent des sorties de stock, qui sont reconnues sur la base d'un coût unitaire moyen pondéré
 - Si la valeur comptable des stocks de quotas à la clôture est supérieure à la valeur de marché, une provision pour dépréciation est comptabilisée.
- A chaque arrêté, une provision est comptabilisée pour matérialiser les obligations de restitution de quotas liées aux émissions de la période. Cette provision est calculée sur la base des émissions estimées de la période, valorisées au coût unitaire moyen pondéré du stock à la fin de cette période. Elle est reprise lors de la restitution des quotas.

Dans le cas où les obligations de restitution à l'échéance sont supérieures aux quotas disponibles enregistrés en stock, une provision pour le complément de provisions lié aux quotas manquants est valorisée à leur valeur de marché et comptabilisée.

Suivi des utilisations de quotas de la société Gascogne Papier

En tonnes	Avant 2014	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Emission de CO2		61 100	53 323	36 258	17 970	20 099	19 442
Quotas alloués		82 198	80 729	79 243	77 741	76 225	74 691
Quotas non utilisés		21 098	27 406	42 985	59 771	56 126	55 249
Vente de quotas							-100 000
Quotas non utilisés cumulés	70 251	91 349	118 755	161 740	221 511	277 637	232 886

Les quotas alloués au titre de 2020, dernière année d'allocation 2020 du PNAQ3 s'élève à 73 150 tonnes.

Jusqu'à présent, Gascogne Papier s'est vu attribuer des quotas (gratuits) par les pouvoirs publics, supérieurs à ses besoins comme le montre le tableau ci-dessus. Aussi, la société n'a jamais eu besoin d'acquérir des quotas à titre onéreux, la gestion de ces quotas n'a pas donc pas d'incidence sur les comptes du Groupe.

En 2019, Gascogne Papier a vendu 100 000 tonnes de quotas sur le marché pour un montant de 2,4 M€.

Le solde des quotas non utilisés cumulés à fin 2019 s'élève à 100 000 tonnes.

IV. CHARGES ET AVANTAGES DU PERSONNEL

IV.1. Avantages du personnel

Les avantages du personnel sont évalués conformément à la norme IAS 19 révisée, applicable depuis le 1er janvier 2014. Ils se décomposent entre avantages à court terme et avantages à long terme.

Les salariés du Groupe bénéficient d'avantages à court terme tels que les congés payés, congés maladie, primes et autres avantages (tels que les indemnités de fin de contrat) payables dans les douze mois suivant la fin de la période pendant laquelle les salariés ont rendu les services correspondant.

Ces avantages sont comptabilisés en dettes courantes et enregistrés en charges sur l'exercice lorsque le service est rendu par le salarié.

Les avantages à long terme couvrent deux catégories d'avantages au personnel :

- les avantages postérieurs à l'emploi qui incluent notamment les indemnités de départ à la retraite et les compléments de retraite ,
- les autres avantages à long terme (pendant l'emploi) qui recouvrent les médailles du travail.

Les différents avantages offerts à chaque employé dépendent des législations locales, conventions ou accords en vigueur dans chaque société du Groupe.

Ces avantages se caractérisent de deux manières :

- les régimes dits à cotisations définies qui ne sont pas porteurs d'engagement futur puisque l'obligation de l'employeur est limitée au versement régulier de cotisations : ils sont enregistrés en charge sur la base des appels de cotisation,
- les régimes dits à prestations définies par lesquels l'employeur garantit un niveau futur de prestations. Une obligation (cf note IV.2.) est alors comptabilisée au passif de l'état de la situation financière.

Les coûts attendus de ces avantages sont comptabilisés en charges de personnel tout au long de la période d'activité du salarié dans l'entreprise ('coût des services rendus').

(en milliers d'euros)	Exercice 2019	Exercice 2018
Salaires et traitements	(53 232)	(54 964)
Charges sociales	(20 540)	(22 237)
Participation des salariés	(232)	(199)
Coûts des services rendus	(829)	(726)
Frais de personnel	(74 833)	(78 126)

Le Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi (CICE) constaté en 2018 représente 2,0 M€. Il est présenté en diminution des charges sociales.

Le Crédit d'Impôt Recherche (CIR) constaté en 2018 et en 2019 représente respectivement 0,4 M€ et 0,4 M€. Il est présenté en diminution des salaires et traitements.

IV.2. Provisions pour retraites et engagements assimilés

Comme indiqué dans la note IV.1., les avantages à long-terme pour les plans à prestations définies créent une obligation comptabilisée en provision pour retraites et engagements assimilés.

La provision pour retraites est égale à la valeur actualisée des obligations diminuée, le cas échéant, de la juste valeur des actifs versés dans des fonds affectés à leur financement. Un excédent d'actif n'est comptabilisé que dans la mesure où il représente des avantages économiques futurs qui sont effectivement disponibles pour le Groupe.

La provision pour les autres avantages à long terme est quant à elle égale à la valeur actualisée des obligations.

La détermination de ces provisions repose sur des évaluations effectuées par des actuaires indépendants selon la méthode des unités de crédit projetées avec salaire de fin de carrière. Ces évaluations intègrent aussi bien des hypothèses macroéconomiques propres à chaque pays dans lesquels le Groupe opère (taux d'actualisation, croissance des salaires), que démographiques (taux de rotation des effectifs, âge de départ en retraite, espérance de vie).

Les taux d'actualisation sont déterminés par référence aux rendements procurés par les obligations émises par des entreprises de première catégorie sur des durées équivalentes à celles des engagements à la date d'évaluation.

Des écarts actuariels sont générés lorsque des différences sont constatées entre les données réelles et les prévisions effectuées antérieurement, ou suite à des changements d'hypothèses actuarielles. Les écarts actuariels sont comptabilisés dans l'état du résultat global, nets d'impôts différés.

Lorsque les avantages du régime sont modifiés, ou en cas de réduction de régime, l'impact associé aux services passés rendus par le personnel ou le profit (perte) lié à la réduction de régime, est comptabilisé immédiatement en résultat net. Le Groupe comptabilise des profits et pertes au titre de la liquidation d'un régime à prestations définies au moment où la liquidation se produit.

Les calculs actuariels des avantages au personnel sont effectués par un actuaire indépendant et sont comptabilisés de la manière suivante :

. Au bilan

Le montant comptabilisé au passif au titre des prestations définies apparaît au passif sous la rubrique "Avantages du personnel" et est égal à :

- la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies à la date de la clôture,
- diminuée de la juste valeur, à la date de la clôture, des actifs du régime utilisés directement pour payer ou financer les obligations,
- diminuée des paiements effectués.

. Les autres composantes de variation de la provision sont comptabilisées dans les rubriques suivantes du compte de résultat :

- coût des services rendus et des services passés : en frais de personnel (résultat opérationnel courant),
- charges d'intérêts nets sur le passif net (charges financières).

IV.2.1. Description des régimes

Régimes à cotisations définies

Ces régimes se caractérisent par des versements de cotisations périodiques à des organismes extérieurs qui en assurent la gestion administrative et financière. Ces régimes libèrent l'employeur de toute obligation ultérieure, l'organisme se chargeant de verser aux salariés les montants qui leur sont dus (régime vieillesse de base de la Sécurité Sociale, régimes complémentaires de retraite ARRCO et AGIRC, fonds de pension à cotisations définies dans certaines filiales étrangères).

Les paiements du Groupe sont constatés en charge de la période comme suit :

(en milliers d'euros)	Exercice 2019	Exercice 2018
Cotisations de retraite	8 354	8 888

Régimes à prestations définies

Les régimes à prestations définies du Groupe concernent principalement :

- les avantages postérieurs à l'emploi :

* les indemnités de fin de carrière (en France, en Allemagne, en Grèce et en Tunisie) : indemnités forfaitaires calculées en fonction du nombre d'années de service du salarié et de son salaire annuel au moment de son départ à la retraite,

* les régimes de retraite par capitalisation (article 39) en France pour certaines catégories de salariés qui recevront un complément de retraite correspondant à un pourcentage de leur salaire s'ils sont présents dans l'entreprise lors de leur retraite, et les régimes de retraite en Allemagne,

* les plans de départ ACAATA qui permettent à des salariés du site de Mimizan ayant été exposés à l'amiante de démissionner et d'être indemnisés par un fonds public (CAATA) pour la période entre la date de départ anticipée et l'âge de liquidation des droits à retraite. Lors du départ du salarié, l'entreprise lui verse une indemnité de cessation anticipée d'activité qui remplace l'indemnité de fin de carrière. Ces plans sont provisionnés au même titre que les indemnités de fin de carrière.

- d'autres avantages à long terme

* les indemnités liées aux médailles du travail en France et en Allemagne.

IV.2.2. Principales hypothèses actuarielles utilisées pour les évaluations

Les évaluations actuarielles dépendent d'un certain nombre d'hypothèses à long terme. Ces hypothèses, revues annuellement, sont les suivantes :

	Exercice 2019	Exercice 2018
France		
Age de départ à la retraite		
Cadres	64 à 67 ans	64 à 67 ans
Non cadres	62 à 65 ans	62 à 65 ans
Taux d'actualisation indemnités de fin de carrière	0,70%	1,50%
Taux d'actualisation retraite par capitalisation	0,30%	1,00%
Taux d'actualisation médaille du travail	0,30%	1,00%
Taux d'augmentation des salaires (*)	2,50%	2,50%
Allemagne		
Age de départ à la retraite	65 ans	65 ans
Taux d'actualisation	0,70%	1,50%
Taux d'augmentation des salaires (*)	2,50%	2,50%
Grèce		
Age de départ à la retraite	65 ans	65 ans
Taux d'actualisation	0,70%	1,50%
Taux d'augmentation des salaires (*)	2,50%	2,50%

(*) Taux d'inflation inclus

La table de mortalité TH/TF 00-02 est utilisée pour les engagements concernant la France.

Le taux d'actualisation repose sur les indices iBoxx € Corporates AA10+ et AA7-10 (selon la maturité des engagements estimée à la date de l'évaluation). Cet indice reprend un panier d'obligations composé de valeurs financières et non financières.

Sensibilité de la dette au taux d'actualisation

Au 31 décembre 2019, une variation du taux d'actualisation de +/- 50 points de base entrainerait une variation de +/- 1,6 M€ de ces engagements.

IV.2.3. Synthèse de la situation financière des régimes

Les régimes non financés, ainsi que les régimes financés partiellement ou intégralement, se ventilent de la manière suivante :

(en milliers d'euros)	Exercice 2019	Exercice 2018
Valeur actualisée des obligations non financées	8 397	7 469
Valeur actualisée des obligations partiellement ou intégralement financées	13 171	11 644
Total des valeurs actualisées des obligations	21 568	19 113
Juste valeur des actifs du régime	1 446	1 473
Passif comptabilisé au titre des prestations définies	20 122	17 640

La composition des actifs du régime et le taux de rendement sont les suivants :

Sociétés françaises	Exercice 2019	Exercice 2018
Obligations	84%	85%
Actions	7%	8%
Immobilier	6%	6%
Autres actifs	1%	1%
Liquidités	3%	1%
Taux d'intérêt pour les actifs	2,40%	2,76%

Répartition globale par secteur du portefeuille obligataire

Répartition de la poche obligataire	Exercice 2019	Exercice 2018
Souverains	51%	56%
Corporates	25%	18%
Financières	24%	26%

Répartition géographique du portefeuille obligataire

Répartition de la poche obligataire	Exercice 2019	Exercice 2018
France	58%	60%
Autres pays de la zone euro	19%	18%
Etats-Unis	8%	7%
Royaume-Uni	4%	5%
Autres pays	10%	10%

IV.2.4. Détail et évolution des engagements

La variation des principaux avantages au cours de l'exercice 2019 est la suivante :

(en milliers d'euros)	Indemnités de départ à la retraite		Retraite par capitalisation		Autres engagements de fin de carrière		Retraites & indemnités assimilées		Médailles du travail		Engagements de retraite et autres avantages	
	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018
Evaluation des Engagements Bruts												
En début de période	17 674	16 606	966	956	212	190	18 852	17 752	237	252	19 090	18 004
Coûts des services rendus	861	754	33	30			894	784	18	4	912	789
Profits sur réduction de régime							0	0			0	0
Prestations servies	(767)	(596)	0	(243)	(28)	22	(795)	(817)	(6)	(9)	(802)	(826)
Charges d'intérêts	262	244	10	10			272	254	3	2	275	256
Restructurations, cessions d'actifs							0	0			0	0
Charges de l'exercice	356	402	42	(204)	(28)	22	371	221	14	(2)	384	219
Variation de périmètre							0	0			0	0
Variation de change							0	0			0	0
Perte (gain) actuariel	1 949	666	117	214			2 065	880	0	(13)	2 065	867
En fin de période	19 979	17 674	1 125	966	184	212	21 288	18 852	251	237	21 539	19 090
Valeur de marché des actifs affectés aux plans												
En début de période	664	656	808	1 044			1 473	1 700			1 473	1 700
Rendements attendus des actifs	10	10	8	10			18	20			18	20
Contributions de l'employeur							0	0			0	0
Prestations servies				(243)			0	(243)			0	(243)
Restructurations, cessions d'actifs							0	0			0	0
Produits de l'exercice	10	10	8	(233)	0	0	18	(223)	0	0	18	(223)
Perte (gain) actuariel	7	(1)	(52)	(3)			(45)	(4)			(45)	(4)
En fin de période	681	664	764	808	0	0	1 446	1 473	0	0	1 446	1 473
Engagements de retraites et autres avantages	19 298	17 009	361	158	184	212	19 843	17 380	251	237	20 094	17 617

IV.3. Plan d'options d'achat d'actions et attribution d'actions gratuites

Il n'y a pas de plan d'options d'achat d'actions ou d'attributions gratuites actifs à fin 2019.

IV.4. Rémunération des dirigeants (parties liées)

IV.4.1. Rémunérations et avantages octroyés aux dirigeants

Les rémunérations et avantages octroyés aux dirigeants au titre des exercices 2018 et 2019 sont les suivants :

(En milliers d'euros)	Exercice 2019	Exercice 2018
Avantages court terme	453	557
Avantages postérieurs à l'emploi (*)	12	8
Indemnités de fin de contrat de travail versées		
Palements fondés sur des actions		
Total	465	565

(*) Variation de l'engagement sur l'exercice

Les rémunérations et avantages présentés dans le tableau ci-dessus comprennent 3 dirigeants à fin 2019 et à fin 2018.

Au 31 décembre 2019, la société n'a pas d'engagement vis-à-vis de son Président Directeur Général Dominique Coutière en matière d'avantages postérieurs à l'emploi (contrat de capitalisation ou golden parachute).

IV.4.2. Rémunérations octroyées aux membres du Conseil d'administration

Les jetons de présence servis en 2019 aux membres du Conseil d'administration se sont élevés à 21 K€.

IV.4.3. Synthèse des rémunérations et des options et actions attribuées à chaque dirigeant mandataire social

Aucune option ou aucune action n'a été attribuée aux mandataires sociaux au cours de l'exercice 2019.

V. IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

V.1. Goodwill et autres immobilisations incorporelles

Goodwill.

Les goodwills sont initialement reconnus lors d'un regroupement d'entreprises tel que décrit dans la note II.3. Postérieurement à leur comptabilisation initiale, ils ne sont pas amortis mais font l'objet d'un test de dépréciation dès l'apparition d'indices de perte de valeur et au minimum une fois par an.

Brevets et licences.

Les brevets et licences sont amortis linéairement sur la durée de la période de leur protection juridique. Les logiciels informatiques sont amortis linéairement sur leur durée d'utilité qui s'établit entre 1 et 10 ans.

Frais de développement.

Selon la norme IAS 38 "*Immobilisations incorporelles*", les frais de développement sont immobilisés dès que l'entreprise peut démontrer :

- la faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'immobilisation incorporelle en vue de sa mise en service ou de sa vente,
- son intention d'achever l'immobilisation incorporelle et de l'utiliser ou de la vendre,
- sa capacité à vendre ou à utiliser l'immobilisation incorporelle,
- la façon dont l'immobilisation incorporelle génèrera des avantages économiques futurs probables,
- la disponibilité des ressources (techniques, financières et autres) appropriées pour réaliser le projet,
- sa capacité à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'immobilisation incorporelle au cours de son développement.

Les frais de recherche et de développement qui ne satisfont pas aux critères ci-dessus sont enregistrés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus. Les frais de développement capitalisés, qui satisfont aux critères ci-dessus, sont immobilisés à l'actif du bilan. Ils sont amortis linéairement sur leur durée d'utilité.

Les dépenses ainsi portées à l'actif comprennent de la main d'œuvre directe et une quote-part appropriée des frais généraux.

Les dépenses de développement portées à l'actif sont comptabilisées à leur coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur.

Dépenses ultérieures.

Les dépenses ultérieures relatives aux immobilisations incorporelles sont activées uniquement si elles satisfont aux conditions définies par la norme IAS 38 et exposées ci-dessus. Les autres dépenses sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues.

Les variations des goodwill et autres immobilisations incorporelles sont analysées ci-dessous :

(en milliers d'euros)	Goodwills	Frais de développements Brevets acquis	Logiciels et développements progiciels	Autres immobilisations incorporelles	Total
Valeur Brute au 1/1/2018	1 752	171	8 737	597	11 258
Variation de périmètre					
Acquisitions		41	127	1 798	1 967
Cessions			(27)		(27)
Ecart de conversion	(228)		(4)		(232)
Autres mouvements			77	(14)	64
Valeur Brute au 31/12/2018	1 525	213	8 910	2 382	13 030
Valeur Brute au 1/1/2019	1 525	213	8 910	2 382	13 030
Variation de périmètre					
Acquisitions		105	43	3 437	3 584
Cessions		(2 824)	(2 239)	(156)	(5 219)
Ecart de conversion	131		2		134
Autres mouvements		3 540	(3 163)	(378)	
Valeur Brute au 31/12/2019	1 656	1 034	3 554	5 285	11 529
Amortissements cumulés au 1/1/2018	(0)	(106)	(8 336)	(550)	(8 991)
Variation de périmètre					
Dotations aux amortissements		(48)	(169)	(22)	(239)
Diminutions d'amortissements			18		18
Dépréciations des actifs incorporels	(208)				(208)
Ecart de conversion		(0)	4		4
Autres mouvements					
Amortissements cumulés au 31/12/2018	(208)	(154)	(8 482)	(572)	(9 416)
Amortissements cumulés au 1/1/2019	(208)	(154)	(8 482)	(572)	(9 416)
Variation de périmètre					
Dotations aux amortissements		(82)	(230)	(0)	(313)
Diminutions d'amortissements		2 803	2 237	156	5 195
Dépréciations des actifs incorporels					
Ecart de conversion			(2)	(0)	(2)
Autres mouvements		(3 441)	3 102	339	
Amortissements cumulés au 31/12/2019	(208)	(874)	(3 377)	(77)	(4 536)
Valeur Nette au 31 décembre 2018	1 316	59	428	1 810	3 614
Valeur Nette au 31 décembre 2019	1 448	160	177	5 208	6 993

Le détail des goodwill nets par Unité Génératrice de Trésorerie est donné dans le tableau ci-dessous :

(en milliers d'euros)	Exercice 2018	Augmentation (Diminution)	Variations de change	Exercice 2019
UGT GST	1 317		131	1 448
Montant en fin de période	1 317			1 448

V.2. Immobilisations corporelles

Conformément à la norme IAS 16 "Immobilisations corporelles", seuls les éléments contrôlés par l'entreprise, dont le coût peut être déterminé de façon fiable, pour lesquels il est probable que des avantages économiques futurs bénéficieront au Groupe et qui sont utilisés sur une durée supérieure à un exercice sont comptabilisés en immobilisations corporelles. Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût historique d'acquisition diminué des amortissements cumulés et des pertes de valeurs constatées. Les amortissements sont évalués en fonction des rythmes de consommation des avantages économiques attendus par catégorie d'élément d'actif, sur la base du coût d'acquisition. Le Groupe n'a pas retenu de valeur résiduelle pour ses immobilisations. En effet, la plupart des actifs industriels du Groupe sont destinés à être utilisés jusqu'à la fin de leur durée de vie et il n'est, en règle générale, pas envisagé de les céder.

Par ailleurs, le Groupe a analysé l'ensemble de ses processus industriels et a ainsi isolé parmi ses équipements industriels les composants majeurs devant faire l'objet d'un plan d'amortissement spécifique et dans ce cadre, les durées d'utilité effectives des actifs industriels ont été revues. Cette approche dite "par composant" a été également appliquée aux bâtiments.

Dans ce cadre, il n'y a plus lieu de constater de provisions pour gros entretien. Les grosses réparations sont désormais traitées comme un composant constitutif de la valeur de l'actif.

Les immobilisations sont amorties linéairement sur la durée d'utilité prévue pour chaque type de bien ou de composant. Les durées retenues sont :

Bâtiments	15 à 50 ans
Matériel et outillage	5 à 30 ans
Matériel de transport	3 à 5 ans

Coûts ultérieurs

Le Groupe enregistre dans la valeur comptable d'une immobilisation corporelle le coût de remplacement d'un composant de cette immobilisation corporelle au moment où ce coût est encouru s'il est probable que les avantages économiques futurs associés à cet actif iront au Groupe et son coût peut être évalué de façon fiable. Tous les coûts d'entretien courant et de maintenance sont comptabilisés en charges au moment où ils sont encourus.

Les variations des immobilisations corporelles sont analysées ci-dessous :

(en milliers d'euros)	Terrains	Constructions	Matériel et outillage	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations en cours	Total
Valeur Brute au 1/1/2018	17 937	92 327	486 602	17 523	6 782	621 171
Variation de périmètre						
Acquisitions	3	1 210	6 693	1 039	13 150	22 095
Cessions	(29)	(2 602)	(6 727)	(470)		(9 828)
Ecart de conversion	(31)	(50)	(460)	(77)		(618)
Autres mouvements	56	618	6 777	55	(7 443)	63
Valeur Brute au 31/12/2018	17 936	91 502	492 886	18 071	12 489	632 884
Valeur Brute au 1/1/2019	17 936	91 502	492 886	18 071	12 489	632 884
Variation de périmètre						
Acquisitions	83	6 068	11 994	2 607	14 249	35 001
Cessions	(597)	(2 373)	(22 151)	(4 244)		(29 365)
Ecart de conversion	18	29	266	59		372
Autres mouvements	26	1 132	20 216	47	(20 918)	503
Valeur Brute au 31/12/2019	17 467	96 358	503 209	16 540	5 821	639 395
Amortissements cumulés au 1/1/2018	(16 869)	(67 412)	(388 586)	(13 495)		(486 362)
Variation de périmètre						
Dotations aux amortissements	(448)	(1 630)	(12 198)			(14 277)
Diminutions d'amortissements	49	2 530	7 551	406		10 536
Dépréciations des actifs corporels			(4 792)			(4 792)
Ecart de conversion		14	453	25		492
Autres mouvements				(5)		(5)
Amortissements cumulés au 31/12/2018	(17 268)	(66 497)	(397 572)	(13 070)		(494 407)
Amortissements cumulés au 1/1/2019	(17 268)	(66 497)	(397 572)	(13 070)		(494 407)
Variation de périmètre						
Dotations aux amortissements	(352)	1 554	(12 930)	(2 229)		(13 956)
Diminutions d'amortissements	261	2 419	21 984	4 130		28 793
Dépréciations des actifs corporels						
Ecart de conversion		(9)	(268)	(15)		(293)
Autres mouvements				(3)		(3)
Amortissements cumulés au 31/12/2019	(17 359)	(62 533)	(388 786)	(11 188)		(479 866)
Valeur Nette au 31 décembre 2018	668	25 005	95 313	5 001	12 489	138 477
Valeur Nette au 31 décembre 2019	108	33 824	114 423	5 352	5 821	159 529

(en milliers d'euros)	Notes	Exercice 2019	Exercice 2018
Dotations aux amortissements sur immobilisations incorporelles : résultat opérationnel courant		278	239
Dotations aux amortissements sur immobilisations incorporelles : autres produits et charges opérationnels		35	
Dotations aux amortissements sur immobilisations incorporelles	IV.2	313	239
Dotations aux amortissements sur immobilisations corporelles : résultat opérationnel courant		13 715	12 308
Dotations aux amortissements sur immobilisations corporelles : autres produits et charges opérationnels		242	1 969
Dotations aux amortissements sur immobilisations corporelles	IV.3	13 956	14 277
Dotations aux amortissements		14 269	14 515

Contrats de location

Conformément à la norme IFRS 16 « Contrats de location », les contrats de location sont comptabilisés :

- En immobilisations à l'actif (droit d'usage) pour le montant de la dette de loyers, augmentée des paiements d'avance faits au bailleur, et
- En dettes financières au passif pour le montant des loyers sur la durée de location, actualisée au taux marginal d'emprunt déterminé sur la durée résiduelle des contrats pour l'ensemble du Groupe.

Dans la pratique, les montants inscrits à l'actif et au passif sont très proches.

Ces immobilisations sont amorties linéairement, soit sur la durée du contrat de location, soit sur leur durée d'utilité si celle-ci est inférieure à la durée de location ou si le contrat transfère au preneur la propriété de l'actif ou s'il existe une option d'achat dont l'exercice est raisonnablement certain.

Le Groupe a recours à des contrats de location pour :

- des matériels : informatiques, industriels tels que des chariots élévateurs, des matériels de levage,
- des véhicules en LLD,
- des locations immobilières : baux commerciaux, un contrat de location pour un site industriel, des sites de stockage.

Le montant des contrats de location comptabilisés dans les immobilisations se décompose comme suit :

(en milliers d'euros)	Construction	Matériel et outillage	Autres immobilisations corporelles	Total
Valeur Brute au 1 ^{er} janvier 2019		1 926	6 178	8 104
Amortissements et provisions		(1 136)	(4 016)	(5 152)
Impact IFRS 16	3 148	852	1 280	5 280
Valeur Nette au 1^{er} janvier 2019	3 148	1 642	3 442	8 232
Valeur Brute au 31 décembre 2019	3 155	3 160	7 589	13 904
Amortissements et provisions	(600)	(1 168)	(5 047)	(6 815)
Valeur Nette au 31 décembre 2019	2 555	1 993	2 542	7 089

Passifs relatifs aux contrats de location-financement (valeur actualisée des paiements minimaux)

(en milliers d'euros)	Exercice 2019	Exercice 2018
A moins d'un an	2 436	1 380
De deux à cinq ans	5 018	1 877
A plus de cinq ans	65	234
Total	7 519	3 491

V.3. Dépréciation des actifs

Conformément à la norme IAS 36 "Dépréciation d'actifs", les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéfinie et les immobilisations incorporelles qui ne sont pas encore prêtes à être mises en service sont soumises à un test de dépréciation à chaque clôture annuelle et à chaque fois qu'il existe un indice quelconque montrant qu'elles ont pu perdre notablement de leur valeur.

Les valeurs comptables des autres actifs : les immobilisations incorporelles à durées d'utilité définies – essentiellement les brevets et logiciels – ainsi que les immobilisations corporelles font également l'objet d'un test de dépréciation, lorsque des événements ou modifications d'environnement de marché indiquent un risque de perte de valeur de ces immobilisations.

UGT et goodwill

Une UGT est définie comme étant le plus petit groupe identifiable d'actifs dont l'utilisation continue génère des entrées de trésorerie qui sont largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs. Les UGT relatives à un actif ou à un groupe d'actifs doivent être identifiées de façon permanente d'un exercice à l'autre sauf si ce changement est justifié.

Test de dépréciation

Le test de dépréciation consiste à comparer la valeur recouvrable d'un actif immobilisé à sa valeur nette comptable. La valeur recouvrable d'un actif ou d'un groupe d'actifs est la valeur la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de vente et sa valeur d'utilité.

En l'absence de juste valeur résultant de prix constatés sur un marché, la valeur recouvrable des actifs est déterminée sur la base de la valeur d'utilité. Celle-ci correspond à la valeur des avantages économiques futurs attendus de leur utilisation et de leur cession. En pratique cette valeur d'utilité est déterminée comme étant la somme des flux de trésorerie futurs actualisés générés par l'actif testé, avec prise en compte d'une valeur terminale basée sur un taux de croissance à long terme de ces flux de trésorerie. Les projections sont basées sur une durée de 5 ans et résultent des "business plans" construits sur les hypothèses économiques et les conditions prévisionnelles retenues par la Direction.

Si la valeur comptable est supérieure à la valeur recouvrable, l'actif correspondant est ramené à sa valeur recouvrable par la comptabilisation d'une perte de valeur.

Cette perte de valeur est enregistrée en "Autres produits et charges opérationnels" et est imputée en priorité aux goodwills. Les pertes de valeur relatives aux immobilisations corporelles et incorporelles à durée de vie définie (telles que brevets ou logiciels) sont réversibles et peuvent être reprises ultérieurement si la valeur recouvrable redevient supérieure à la valeur nette comptable (dans la limite de la perte de valeur initialement comptabilisée). Les pertes de valeur relatives aux goodwills sont irréversibles. Après imputation sur le goodwill, les pertes de valeurs résiduelles s'imputent sur la valeur nette des immobilisations corporelles et incorporelles au prorata de la valeur comptable de chaque actif de l'unité. Cette imputation a pour effet de diminuer la base amortissable et donc de réduire le montant de la dotation aux amortissements des exercices suivants.

V.3.1. Modalités des tests de perte de valeur

Le Groupe a regroupé ses actifs au sein de 7 Unités Génératrices de Trésorerie :

- L'UGT Bois : sociétés de l'Activité Bois (correspondant au secteur du même nom dans l'information sectorielle),
- L'UGT Papier : sociétés de l'Activité Papier (correspondant au secteur du même nom dans l'information sectorielle),
- Les 4 UGT de l'Activité Sacs
 - L'UGT Gascogne Sacs : société Gascogne Sacs en France,
 - L'UGT Gascogne Sack Deutschland : société Gascogne Sack Deutschland en Allemagne,
 - L'UGT Aigis : société Aigis en Grèce,
 - L'UGT GST : société Gascogne Sack Tunisia en Tunisie,
- L'UGT Flexible : sociétés de l'Activité Flexible (Gascogne Flexible et Gascogne Flexible Germany).

La valeur d'utilité de chacune des Unités Génératrices de Trésorerie au 31 décembre 2019 a été estimée selon la méthodologie suivante :

- les flux de trésorerie futurs issus des business plan à 5 ans (2020-2024) ;
- le taux d'actualisation est identique pour les UGT Bois, Papier, Gascogne Sacs et Gascogne Sack Deutschland, à 9% (contre 8,2% en 2018), il reflète le WACC du marché, et ces UGT opèrent principalement en Europe de l'ouest dans des environnements économiques semblables ;
- le taux d'actualisation des UGT Aigis (15%) et Gascogne Sack Tunisia (11,1%) sont supérieurs afin d'appréhender les risques économiques et politiques persistants de la Grèce pour Aigis et de la Tunisie pour Gascogne Sack Tunisia ;
- le taux de croissance utilisé pour extrapoler les projections de flux de trésorerie au-delà de la période de 5 ans couverte par les prévisions s'élève à 1,7% (contre 2% en 2018) pour l'ensemble des UGT.

V.3.2. Pertes de valeur

Les pertes de valeur comptabilisées au 31 décembre 2019 s'analysent de la manière suivante :

(en milliers d'euros)	Exercice 2018	Dotations	Reprises	Exercice 2019
Goodwills	208			208
Immobilisations corporelles	40 031			40 031
UGT BOIS	40 239	0	0	40 239
Goodwills	0			0
Immobilisations incorporelles	199			199
Immobilisations corporelles	91 250			91 250
UGT PAPIER	91 449	0	0	91 449
Goodwills	0			0
Immobilisations corporelles	2 022			2 022
UGT Gascogne Sack Deutschland	2 022	0	0	2 022
Goodwills	0			0
Immobilisations corporelles	5 992			5 992
UGT Aigis	5 992	0	0	5 992
Goodwills	0			0
UGT FLEXIBLE	0	0	0	0
Goodwills	208			208
Immobilisations incorporelles	199			199
Immobilisations corporelles	139 295			139 295
Total	139 702	0	0	139 702

Aucune perte de valeur n'a jamais été comptabilisée sur les 2 autres UGT : Gascogne Sacs (France) et Gascogne Sack Tunisia.

V.3.3. Tests de sensibilité

La sensibilité de la valorisation des UGT est présentée lorsqu'un changement raisonnablement possible d'une hypothèse clé pourrait conduire à ce que la valeur comptable de l'UGT excède sa valeur recouvrable.

Seule l'UGT Papier fait apparaître un risque de dépréciation.

Les chiffres indiqués ci-dessous représentent l'écart entre la valeur recouvrable et la valeur comptable de l'UGT dans le cas de la variation de +/- 10% de chaque hypothèse clé. Un chiffre négatif indique une dépréciation.

En millions d'euros	Calcul valeur recouvrable					
	Taux d'actualisation des flux de trésorerie		Taux de croissance à l'infini		Taux de EBE/CA (flux terminal)	
	- 0,9 pt	+ 0,9 pt	- 0,17 pt	+ 0,17 pt	- 10% taux EBE/CA	+ 10% taux EBE/CA
UGT Papier	19,1	-14,2	-1,9	2,7	-14,8	15,6

Pour les UGT Bois et Aigis dépréciées en quasi-totalité, les tests de sensibilité ne permettent pas d'envisager une reprise des dépréciations antérieures avec des valeurs raisonnables d'hypothèse clés.

Il a également été calculé comment les hypothèses clés devaient varier (à la hausse pour le taux d'actualisation, à la baisse pour le taux de croissance à l'infini et le taux d'EBE/CA du flux terminal) pour que la valeur recouvrable soit égale à la valeur comptable.

UGT	Taux d'actualisation		Taux de croissance à l'infini		Taux EBE/CA flux terminal
	Taux retenu (en %)	Augmentation nécessaire afin que la valeur recouvrable soit égale à la valeur comptable (en % de taux d'actualisation supplémentaire)	Taux retenu (en %)	Diminution nécessaire afin que la valeur recouvrable soit égale à la valeur comptable (en % de taux de croissance en moins)	Diminution nécessaire afin que la valeur recouvrable soit égale à la valeur comptable (en % de diminution du taux d'EBE/CA retenu)
Gascogne Sacs	9,00%	+1,68 pt (1)	1,70%	na (2)	-20,0%
Gascogne Sack Deutschland	9,00%	+2,5 pt	1,70%	na (2)	-24,5%
Gascogne Papier	9,00%	+0,02 pt	1,70%	-0,03 pt	-0,3%
Gascogne Sack Tunisia	11,10%	+12,88 pt	1,70%	na (2)	-71%
Flexible	9,00%	+10,06 pt	1,70%	na (2)	-66%

⁽¹⁾ Cela signifie que le taux d'actualisation doit être porté de 9,0% à 10,68% pour que la valeur recouvrable soit égale à la valeur comptable

⁽²⁾ L'écart entre la valeur recouvrable et la valeur comptable de ces UGT est suffisamment important pour qu'aucune diminution du taux de croissance à l'infini (jusqu'à un taux de croissance nul au plus bas) n'entraîne une diminution de la valeur recouvrable au niveau de la valeur comptable de l'UGT

V.4. Engagements hors bilan liés aux activités opérationnelles

Le Groupe n'a pas d'engagements hors bilan liés aux activités opérationnelles.

VI. PROVISIONS ET PASSIFS EVENTUELS

Conformément à la norme IAS 37 "Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels", des provisions sont comptabilisées lorsque, à la clôture de l'exercice, il existe une obligation du Groupe à l'égard d'un tiers dont il est probable qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, non représentative d'avantages économiques futurs pour le Groupe.

Cette obligation peut être d'ordre légal, réglementaire ou contractuel. Elle peut également découler de pratiques du Groupe ou d'engagements publics ayant créés une attente légitime des tiers concernés sur le fait que le Groupe assumera certaines responsabilités.

L'estimation du montant figurant en provision correspond à la sortie de ressources qu'il est probable que le Groupe devra supporter pour éteindre son obligation. Si aucune évaluation fiable de ce montant ne peut être réalisée, aucune provision n'est comptabilisée et une information est fournie en annexe.

Les passifs éventuels correspondent à :

- des obligations potentielles résultant d'événements passés dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance d'événements futurs et incertains qui ne sont pas sous le contrôle du Groupe,
- des obligations actuelles résultant d'éléments passés mais qui ne sont pas comptabilisées dans la mesure où il n'est pas probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation et le montant de l'obligation ne peut pas être évalué de manière fiable.

Dans le cas de restructurations, une obligation est constituée dès lors que la restructuration a fait l'objet d'une annonce et d'un plan détaillé ou d'un début d'exécution avant la date de la clôture.

VI.1. Provisions au bilan

(en milliers d'euros)	Exercice 2018	Dotations globales	Reprises globales	Reclassement	Ecart de conversion	Exercice 2019
Provisions pour litiges	1 428	607	(218)			1 817
Provisions pour impôt						
Provisions pour restructurations et départs						
Provisions environnementales						
Divers	23	29	(16)	(39)		(3)
Provisions pour risques et charges à long terme	1 451	636	(234)	(39)		1 813
Provisions pour litiges	941	293	(494)			740
Provisions pour impôt						
Provisions pour pertes s/contrats déficitaires	139	103	(139)			103
Provisions pour restructurations et départs	417		(417)			
Provisions environnementales	1 054					1 054
Divers	241	107	(124)	39	(2)	261
Provisions pour risques et charges à court terme	2 792	502	(1 175)	39	(2)	2 157
Total	4 243	1 138	(1 408)	-	(2)	3 970

Litiges

Des litiges sont provisionnés dans les comptes consolidés pour un montant de 2,5 M€ et comprennent

- des litiges en matière de maladie professionnelle avec d'anciens salariés de la papeterie ayant développé des maladies liées à l'amiante,
- des litiges sociaux avec d'anciens salariés,
- des litiges commerciaux

Contrôles fiscaux en cours

Au 31 décembre 2019, le seul contrôle fiscal en cours concerne la société Gascogne Sack Deutschland.

A la connaissance de la société, il n'existe pas d'autres litiges pouvant avoir ou ayant eu dans un passé récent, une incidence significative sur l'activité, les résultats, la situation financière ou le patrimoine du Groupe.

VI.2. Variations des provisions dans le compte de résultat

Exercice 2019 (en milliers d'euros)	(Dotations)	Reprises	Net
Provisions dans le résultat courant opérationnel	(502)	357	(145)
Provisions dans les autres produits et charges opérationnels	(636)	1 051	415
Provisions dans le résultat opérationnel	(1 138)	1 408	270

Exercice 2018 (en milliers d'euros)	(Dotations)	Reprises	Net
Provisions dans le résultat courant opérationnel	(955)	1 021	66
Provisions dans les autres produits et charges opérationnels	(339)	5 904	5 566
Provisions dans le résultat opérationnel	(1 294)	6 926	5 632

Les charges financières n'incluent pas de provisions.

Ventilation par nature des dotations et reprises de provisions pour risques et charges

Exercice 2019 (en milliers d'euros)	Litiges	Pertes sur contrats déficitaires	Restructurations et départs	Divers	Total
Dotations					
Résultat courant opérationnel	(293)	(103)		(107)	(502)
Autres produits et charges opérationnels	(607)			(29)	(636)
Total des dotations	(899)	(103)		(136)	(1 138)
Reprises					
Résultat courant opérationnel	94	139		123	357
Autres produits et charges opérationnels	618		417	16	1 051
Total des reprises	712	139	417	139	1 407
Net					
Résultat courant opérationnel	(198)	36		17	(146)
Autres produits et charges opérationnels	11		417	(13)	415
Total Net	(187)	36	417	4	270

Exercice 2018 (en milliers d'euros)	Litiges	Pertes sur contrats déficitaires	Restructurations et départs	Divers	Total
Dotations					
Résultat courant opérationnel	(171)	(139)		(646)	(956)
Autres produits et charges opérationnels	(30)		(309)		(339)
Total des dotations	(200)	(139)	(309)	(646)	(1 294)
Reprises					
Résultat courant opérationnel	258	145		619	1 022
Autres produits et charges opérationnels	843		5 040	21	5 904
Total des reprises	1 101	145	5 040	640	6 926
Net					
Résultat courant opérationnel	87	6		(27)	66
Autres produits et charges opérationnels	813		4 731	21	5 565
Total Net	901	6	4 731	(6)	5 632

Le tableau ci-dessous ventile les reprises de provisions imputées et les reprises sans contrepartie :

(en milliers d'euros)	Reprises globales	Provisions utilisées = Charges	Reprises provisions non utilisées
Provisions pour litiges	712	312	400
Provisions pour pertes sur contrats déficitaires	139	102	37
Provisions pour restructurations et départs	417	417	
Divers	139	89	51
Total reprises des provisions au 31 décembre 2019	1 407	920	488

VII. CAPITAUX PROPRES ET RESULTATS PAR ACTION

VII.1. Capitaux propres

VII.1.1. Capital, primes d'émission, de fusion, d'apport

Le capital est constitué de 24 320 052 actions dont la valeur nominale s'établit à 2,5 €.
Toutes les actions sont entièrement libérées.

VII.1.2. ORAN

Les ORAN (Obligations Remboursables en Actions ou en Numéraire) ont été souscrites par des établissements bancaires qui ont converti ainsi une partie de leurs créances sur le Groupe dans le cadre de la restructuration financière achevée le 19 septembre 2014.

La date de maturité des ORAN a été fixée au 31 décembre 2023 : le Groupe peut choisir de les rembourser d'ici cette date mais si ce n'est pas le cas, elles seront automatiquement converties en actions.

Les ORAN ont été cédées le 25 février 2020 par les établissements bancaires détenteurs à la société Biolandes Technologies, actionnaire d'Attis 2, le principal actionnaire de Gascogne SA avec 70,6% des actions. Toutes leurs caractéristiques ont été conservées et notamment les conditions de rémunération (1% l'an) et la maturité au 31 décembre 2023.

VII.1.3. Actions propres

Les actions propres qui sont les titres d'autocontrôle possédés par le Groupe sont enregistrées à leur coût d'acquisition et viennent en diminution des capitaux propres. Les résultats de cession de ces titres sont imputés directement aux capitaux propres et ne contribuent pas au résultat de l'exercice.

	Autocontrôle	Contrat de liquidité	Nombre de titres	Valeur brute (K€)
Total au 31 décembre 2018	40 206		40 206	2 980
Variations de l'exercice				
Total au 31 Décembre 2019	40 206		40 206	2 980

Au 31 décembre 2019, le nombre d'actions auto-détenues par Gascogne SA s'élève à 40 206 actions, représentant 0,17 % du capital.

VII.1.4. Affectation du résultat

L'Assemblée générale mixte des actionnaires du 20 juin 2019 a décidé d'affecter le résultat 2018 à la réserve légale à hauteur de 328 K€ et le solde au report à nouveau soit 6 223 K€.

VII.1.5. Ecart de conversion

Le tableau ci-dessous détaille les écarts de conversion inscrits en capitaux propres :

En milliers d'euros	Exercice 2019	Exercice 2018
Montant en début de période	(3 266)	(2 605)
Gascogne Sack Tunisia	407	(635)
Autres	(4)	(26)
Montant en fin de période	(2 863)	(3 266)

VII.2. Résultat par action

Le résultat par action est calculé suivant les principes de la norme IAS 33 "*Résultat par action*".

Le résultat net de base par action est calculé en divisant le résultat net de l'exercice attribuable aux actions ordinaires par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice en excluant les actions détenues par Gascogne SA (auto-détention) qui sont déduites des capitaux propres.

Le résultat net dilué par action correspond au rapport entre le résultat net et le nombre moyen pondéré dilué d'actions en circulation au cours de l'exercice en excluant les actions détenues par Gascogne SA (auto-détention) qui sont déduites des capitaux propres et en tenant compte de l'effet dilutif généré par les options de souscription et d'achat d'actions et les attributions d'actions gratuites.

Le nombre moyen pondéré d'actions dilué est calculé selon la méthode de calcul du rachat d'actions prévu par la norme IAS 33. Les fonds qui seraient recueillis à l'occasion des droits rattachés aux instruments dilutifs sont supposés être affectés au rachat d'actions au prix moyen du marché sur la période de référence. Le nombre d'actions ainsi obtenu vient en diminution du nombre total des actions résultant de l'exercice des droits.

Résultat par action

	Exercice 2019	Exercice 2018
Résultat net (part du groupe) (k€)	9 741	9 411
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	24 279 846	21 991 670
Résultat de base par action (en euros)	0,40	0,43

Résultat net dilué par action

	Exercice 2019	Exercice 2018
Résultat net (part du groupe) (k€)	9 741	9 411
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	24 279 846	21 991 670
Ajustement pour effet dilutif des ORAN	5 121 722	4 821 137
Nombre moyen pondéré ajusté d'actions en circulation	29 401 568	26 812 807
Résultat dilué par action (en euros)	0,33	0,35

VII.3. Résultat global

(En milliers d'euros)	Exercice 2019			Exercice 2018		
	Brut	Impôt	Net	Brut	Impôt	Net
Résultat net de l'ensemble consolidé net d'impôt			9 741			9 411
Variation des écarts de conversion	403	0	403	(661)	0	(661)
Variation des écarts actuariels sur les régimes de retraite	(2 051)	563	(1 487)	(690)	204	(486)
Produits et charges comptabilisés en autres éléments du résultat global	(1 648)	563	(1 085)	(1 351)	204	(1 147)
Résultat global de l'ensemble consolidé net d'impôt			8 656			8 264

VIII. FINANCEMENT ET INSTRUMENTS FINANCIERS

VIII.1. Actifs et passifs financiers

L'évaluation et la comptabilisation des actifs et passifs financiers sont définies par la norme IFRS 9 "Instruments financiers : comptabilisation et évaluation", par la norme IAS 32 "Instruments financiers : Présentation" et par la norme IFRS 7 "Instruments financiers – informations à fournir".

IFRS 9 prévoit trois grandes catégories comptables pour les actifs financiers :

- Evaluation au coût amorti,
- Evaluation à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global,
- Evaluation à la juste valeur par le biais du compte de résultat.

Le classement des actifs financiers selon la norme IFRS 9 se fait généralement en fonction du modèle économique de détention de l'actif et des caractéristiques de ses flux de trésorerie contractuels.

IFRS 9 supprime les catégories « Détenus jusqu'à l'échéance », « Prêts et créances » et « Disponibles à la vente » que prévoyait IAS 39.

La norme IFRS 9 conserve pour une large part les préconisations de la norme IAS 39 en matière de classement et d'évaluation des passifs financiers.

Les actifs et passifs financiers sont ventilés au bilan en éléments courants et non courants suivant leur date d'échéance inférieure ou supérieure à un an.

VIII.1.1. Actifs financiers

(en milliers d'euros)	Exercice 2019	Exercice 2018
Actifs financiers non courants		
Prêts (part à long terme)	1 419	1 426
Autres	1 698	1 522
Total des Actifs financiers non courants	3 116	2 948
Actifs financiers courants		
Prêts (part à court terme)	83	89
Instruments dérivés		
Total des Actifs financiers courants	83	89
Total	3 200	3 037

Les « Prêts » sont constitués des prêts à la construction.

La rubrique « Autres » comprend la part non courante des subventions d'investissements à recevoir pour 144 K€, la participation de Gascogne Papier dans le consortium Exeltium pour 631 K€ et les dépôts de garantie et cautions pour 842 K€.

VIII.1.2. Dettes fournisseurs et autres

(en milliers d'euros)	Exercice 2019	Exercice 2018
Dettes fournisseurs et autres créditeurs		
Fournisseurs et comptes rattachés	51 951	57 788
Autres dettes d'exploitation	24 678	25 987
Total	76 629	83 775

Les autres dettes d'exploitation comprennent principalement les dettes sociales ainsi que le passif public moratoré (1,8 M€ à fin 2019 et 3,0 M€ à fin 2018), remboursé à hauteur de 1,2 M€ par an (fin de remboursement en juin 2021).

VIII.1.3. Juste valeur des actifs et passifs financiers

Bilan

Les actifs et passifs financiers présentés selon les catégories comptables définies par IFRS 9 sont ventilés dans le tableau suivant :

Exercice 2019 (en milliers d'euros)	Actifs et passifs financiers à la juste valeur par le résultat sur option	Actifs et passifs financiers à la juste valeur à des fins de transaction	Actifs (prêts & créances) et passifs évalués au coût amorti	Actifs financiers disponibles à la vente	Dérivés qualifiés de couverture	Total valeur nette comptable des actifs et passifs financiers	Instruments non financiers (*)	Total valeur nette comptable
Prêts (part à long terme)			1 419			1 419		1 419
Autres			884	670		1 554	144	1 698
Actifs non courants			2 303	670		2 973	144	3 116
Clients et autres débiteurs			69 643			69 643		69 643
Autres actifs courants			717			717		717
Prêts (part à court terme)			83			83		83
Dérivés de taux, de change et sur matières premières								
Trésorerie et équivalents de trésorerie			16 663			16 663		16 663
Actifs courants			87 106			87 106		87 106
TOTAL ACTIFS			89 408	670		90 078	144	90 222
Emprunts et dettes financières, part à plus d'un an			75 797			75 797		75 797
Passifs non courants			75 797			75 797		75 797
Emprunts et dettes financières, part à moins d'un an			20 261			20 261		20 261
Dettes factoring			33 397			33 397		33 397
Fournisseurs et autres créditeurs			59 333			59 333	17 296	76 629
Dérivés de taux, de change et sur matières premières								
Autres passifs courants			4 302			4 302	59	4 361
Passifs courants			117 292			117 292	17 355	134 648
TOTAL PASSIFS			193 089			193 089	17 355	210 445

(*) A l'actif, subventions à recevoir; au passif, dettes au personnel et charges sociales

Exercice 2018 (en milliers d'euros)	Actifs et passifs financiers à la juste valeur par le résultat sur option	Actifs et passifs financiers à la juste valeur à des fins de transaction	Actifs (prêts & créances) et passifs évalués au coût amorti	Actifs financiers disponibles à la vente	Dérivés qualifiés de couverture	Total valeur nette comptable des actifs et passifs financiers	Instruments non financiers (*)	Total valeur nette comptable
Prêts (part à long terme)			1 426			1 426		1 426
Autres			610	723		1 333	189	1 521
Actifs non courants			2 036	723		2 759	189	2 948
Clients et autres débiteurs			79 646			79 646		79 646
Autres actifs courants			1 691			1 691		1 691
Prêts (part à court terme)			89			89		89
Dérivés de taux, de change et sur matières premières								
Trésorerie et équivalents de trésorerie			11 593			11 593		11 593
Actifs courants			93 019			93 019		93 019
TOTAL ACTIFS			95 056	723		95 779	189	95 967
Emprunts et dettes financières, part à plus d'un an			58 473			58 473		58 473
Passifs non courants			58 473			58 473		58 473
Emprunts et dettes financières, part à moins d'un an			14 228			14 228		14 228
Dettes factoring			41 312			41 312		41 312
Fournisseurs et autres créditeurs			64 846			64 846	18 930	83 775
Dérivés de taux, de change et sur matières premières								
Autres passifs courants			3 821			3 821	218	4 039
Passifs courants			124 207			124 207	19 147	143 354
TOTAL PASSIFS			182 680			182 680	19 147	201 827

(*) A l'actif, subventions à recevoir; au passif, dettes au personnel et charges sociales

Compte de résultat

Les gains et pertes par catégorie comptable d'actif et passif financier concernant les exercices 2019 et 2018 sont ventilés dans les tableaux suivants :

(en milliers d'euros)	Exercice 2019	Exercice 2018
Produits d'intérêt sur trésorerie et équivalent de trésorerie (*)	86	2
Dividendes perçus au titre des actifs disponibles à la vente	0	0
Part inefficace de la variation de juste valeur des instruments de couverture de flux de trésorerie	0	0
Gain net de change	0	0
Autres	0	0
Produits financiers	86	2
Charges d'intérêt sur les passifs financiers évalués au coût amorti	3 611	3 125
Perte nette de change	58	117
Charges de désactualisation (IAS19)	257	236
Autres	120	141
Charges financières	4 046	3 618
Charges financières nettes	(3 959)	(3 616)

(*) Actifs financiers à la juste valeur par le résultat

Juste valeur

Méthode de détermination des justes valeurs

- Placements en titres de capitaux propres

La juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente est déterminée par référence à leur cours coté sur un marché actif en date de clôture. S'il n'existe pas de marché actif et que la juste valeur ne peut être estimée de manière fiable au moyen de méthodes d'évaluation, ces titres sont évalués à leur coût d'acquisition, diminué de toute dépréciation cumulée.

- Prêts et créances

La juste valeur des créances client et prêts est considérée égale à leur valeur comptable dans la mesure où ces actifs financiers sont majoritairement porteurs d'un risque de crédit qui est pris en compte via les dépréciations et que le risque de taux est limité.

- Dérivés

La juste valeur des swaps de taux d'intérêt, des contrats de change à terme et des options repose sur les cotations effectuées par des intermédiaires financiers. Le Groupe s'assure que ces cotations sont raisonnables en valorisant les swaps et les contrats de change à terme par l'actualisation des flux de trésorerie futurs estimés et les options à partir de modèle de valorisation (type Black & Scholes).

- Passifs financiers non dérivés

La juste valeur correspond à la valeur des flux de trésorerie futurs générés par le remboursement du principal et des intérêts, actualisés aux taux d'intérêt du marché à la date de la clôture ajusté du spread de crédit défini par le Groupe. La juste valeur des « dettes fournisseurs » et « créances clients » correspond à la valeur comptable au bilan car l'actualisation des flux de trésorerie présente un impact non significatif compte tenu des faibles délais de paiement et de règlement.

Les instruments financiers à la juste valeur sont classés selon le niveau de hiérarchie suivant :

- Niveau 1 : instruments financiers faisant l'objet de cotation sur un marché actif ;
- Niveau 2 : instruments financiers dont l'évaluation fait appel à l'utilisation de techniques de valorisation reposant sur des paramètres observables ;
- Niveau 3 : instruments financiers dont l'évaluation fait appel à l'utilisation de techniques de valorisation reposant pour tout ou partie sur des paramètres non observables.

Le tableau suivant indique la juste valeur des actifs et passifs financiers, ainsi que leur valeur comptable au bilan :

(en milliers d'euros)	Exercice 2019		Exercice 2018	
	Valeur nette comptable	Juste valeur	Valeur nette comptable	Juste valeur
Prêts	1 502	1 502	1 515	1 515
Clients et autres débiteurs	69 643	69 643	79 646	79 646
Autres actifs	2 270	2 270	3 023	3 023
Trésorerie et équivalents de trésorerie	16 663	16 663	11 593	11 593
Emprunts à taux fixe	(17 269)	(17 402)	(11 836)	(11 987)
Emprunts à taux variable	(104 666)	(104 666)	(98 686)	(98 686)
Emprunts location-financement	(7 519)	(7 519)	(3 491)	(3 491)
Découverts bancaires	0	0	(265)	(265)
Fournisseurs et autres dettes d'exploitation	(59 333)	(59 333)	(64 846)	(64 846)
Autres passifs	(4 302)	(4 302)	(3 821)	(3 821)
TOTAL NET	(103 010)	(103 114)	(87 166)	(87 316)

Au 31 décembre 2019 et 2018, la classification des instruments financiers à la juste valeur est la suivante :

Exercice 2019			
(en milliers d'euros)	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Prêts (part à long terme)			1 419
Autres			1 554
Actifs non courants	0	0	2 973
Clients et autres débiteurs			69 643
Autres actifs courants			717
Prêts (part à court terme)			83
Trésorerie et équivalents de trésorerie	16 663		
Actifs courants	16 663	0	70 443
Total actifs	16 663	0	73 416
Emprunts et dettes financières, part à plus d'un an			75 797
Passifs non courants	0	0	75 797
Emprunts et dettes financières, part à moins d'un an			20 261
Dette factoring			33 397
Fournisseurs et autres créditeurs			59 333
Autres passifs courants			4 302
Passifs courants	0	0	117 292
Total passifs	0	0	193 089

Exercice 2018			
(en milliers d'euros)	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Prêts (part à long terme)			1 426
Autres			1 521
Actifs non courants	0	0	2 948
Clients et autres débiteurs			79 646
Autres actifs courants			1 691
Prêts (part à court terme)			89
Trésorerie et équivalents de trésorerie	11 593		
Actifs courants	11 593	0	81 426
Total actifs	11 593	0	84 374
Emprunts et dettes financières, part à plus d'un an			58 473
Passifs non courants	0	0	58 473
Emprunts et dettes financières, part à moins d'un an			14 228
Dette factoring			41 312
Fournisseurs et autres créditeurs			64 846
Autres passifs courants			3 821
Passifs courants	0	0	124 207
Total passifs	0	0	182 680

VIII.1.4. Endettement financier

En milliers d'euros	Exercice 2018	Impact de la norme IFRS 16	Ouverture 2019	Variation de change	Augmentation des emprunts	Diminution des emprunts	Variation de la trésorerie	Reclassements LT / CT	Autres variations	Exercice 2019
Emprunts et dettes financières, part à plus d'un an										
Emprunts obligataires										
Emprunts auprès d'établissements de crédit	56 099		56 099	8	32 000	(1 273)		(17 574)		69 260
Emprunts relatifs aux locations	2 125	4 070	6 195		1 576	(57)		(1 301)		6 412
Autres dettes financières	250		250			(125)				125
Total	58 473	4 070	62 543	8	33 576	(1 454)		(18 876)		75 797
Emprunts et dettes financières, part à moins d'un an										
Emprunts obligataires										
Emprunts auprès d'établissements de crédit	12 485		12 485			(11 317)		17 568		18 736
Emprunts relatifs aux locations	1 366	1 211	2 577		52	(2 830)		1 307		1 107
Autres dettes financières	125		125							125
Dettes factoring	41 312		41 312			(7 915)				33 397
Intérêts courus sur emprunts et dettes financières	1		1			(1)				
Soldes créditeurs auprès des banques	265		265	17			24			305
Autres, compte-courants actionnaires passifs	(15)		(15)	1			0			(14)
Intérêts courus	2		2	0	0					2
Total	55 540	1 211	56 751	17	52	(22 063)	24	18 876		53 658
Total	114 013	5 281	119 294	25	33 628	(23 517)	24	0		129 455
Trésorerie et équivalents de trésorerie										
Valeurs mobilières										
Disponibilités	11 593		11 593	28			5 042			16 663
Intérêts courus										
Autres	0		0							0
Total	11 593		11 593	28			5 042			16 663
Endettement Net	102 420	5 281	107 701	(2)	33 628	(23 517)	(5 018)	0		112 792

Au 31 décembre 2019, les emprunts auprès d'établissements de crédits (88 M€) comprennent :

- Le solde du prêt de refinancement de 50 M€ reçu en décembre 2017 : 35 M€,
- Le crédit d'investissement : 30,7 M€,
- Le crédit d'investissement de BPIFrance : 10 M€,
- Le solde du prêt ARI (Aide à la Restructuration Industrielle) de 10 M€ : 7,3 M€,
- Le pré-financement du CICE (années 2016 et 2017) par BPIFrance : 4 M€,
- Diverses autres dettes financières pour 1,0 M€.

Le prêt de refinancement et le crédit d'investissement font l'objet de covenants bancaires classiques (ratio de levier et ratio de fonds propres) qui sont respectés au 31 décembre 2019.

Ventilation des dettes financières par taux fixe/taux variable

(en milliers d'euros)	Exercice 2019		Exercice 2018	
Emprunts à taux fixe	24 788	19,1%	15 327	13,4%
Emprunts à taux variable	104 666	80,9%	98 686	86,6%
Total	129 454	100,0%	114 013	100,0%

Les emprunts à taux variable sont principalement indexés sur l'Euribor 3 mois.

Endettement en devises

L'endettement net en devises est nul au 31 décembre 2019 et au 31 décembre 2018.

VIII.1.5. Trésorerie et équivalents de trésorerie

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les fonds en caisse, les dépôts à vue et les SICAV monétaires qui constituent un placement à court terme, très liquide, facilement convertible en un montant connu de trésorerie et soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

Rapprochement avec la trésorerie retenue dans le Tableau des Flux de Trésorerie

(en milliers d'euros)	Exercice 2019	Exercice 2018
Disponibilités	16 663	11 593
Valeur mobilières		
Autres, Compte-courants actionnaires actifs	14	15
Trésorerie à l'actif	16 677	11 608
Solde créditeurs auprès des banques	(305)	(265)
Autres, Compte-courants actionnaires passifs		
Trésorerie au passif	(305)	(265)
Solde de la trésorerie nette des flux de trésorerie	16 371	11 343

Variation de la trésorerie

(en milliers d'euros)	Exercice 2019	Exercice 2018
Trésorerie nette en début d'exercice	11 343	22 279
Variation de la trésorerie nette	5 018	(10 915)
Autres mouvements	0	(22)
Trésorerie nette en fin d'exercice	16 361	11 343

VIII.1.6. Instruments financiers dérivés (ex Couvertures de change ou de taux)

Afin de se conformer au nouveau contrat de financement mis en place fin 2017, le Groupe a conclu en mars 2018 des contrats de couverture sur les 2/3 du montant du prêt de refinancement de 50 M€, consistant en des caps au taux de 1,5%, à démarrage au début du mois de juillet 2018 et pour une durée de 3 ans.

Ces caps ont une juste valeur nulle au 31 décembre 2019.

VIII.2. Résultat financier

Le résultat financier net comprend les intérêts à payer sur emprunts calculés en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif, les intérêts à recevoir sur les placements, les profits et pertes de change et les profits et pertes sur les instruments de couverture qui sont comptabilisés dans le compte de résultat (voir méthode comptable décrite en note VIII.1.4).

Les produits provenant des intérêts sont comptabilisés dans le compte de résultat dès que le Groupe acquiert le droit à percevoir les paiements.

La charge d'intérêt comprise dans les paiements effectués au titre d'un contrat de location financement est comptabilisée en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

(en milliers d'euros)	Exercice 2019	Exercice 2018
Produits d'intérêts et assimilés	86	2
Charges d'intérêts et assimilés	(3 611)	(3 125)
Coût de l'endettement net	(3 525)	(3 123)
Produits (Charges) de change	(58)	(117)
Produits financiers des participations non consolidées		
(Charges) produits d'actualisation	(257)	(236)
Produits (charges) autres	(120)	(141)
Autres produits et charges financiers	(434)	(494)
Résultat financier net	(3 959)	(3 616)

La présentation des gains et pertes par catégorie comptable d'actifs et passifs financiers est reprise dans la note VIII.1.3.

VIII.3. Politique de gestion des risques

VIII.3.1. Risque de crédit

Le Groupe n'a pas de placement significatif et n'est donc pas exposé à un risque de contrepartie significatif. S'agissant du risque de crédit, des programmes d'assurance ont été mis en place, couvrant les principales sociétés contre les risques de non-paiement pour des motifs financiers ou politiques. Par ailleurs, le Groupe considère qu'il n'existe pas de concentration particulière de risque de crédit avec une seule contrepartie.

La valeur comptable des actifs financiers, qui représente l'exposition maximale au risque de crédit, est la suivante à la clôture de l'exercice :

(en milliers d'euros)	Exercice 2019	Exercice 2018
Prêts	1 502	1 515
Clients et autres débiteurs	69 643	79 646
Autres actifs	2 414	3 212
Trésorerie et équivalents de trésorerie	16 663	11 593
Total	90 222	95 967

Dépréciations

L'antériorité des comptes clients et comptes rattachés (cf. note VIII.1) s'analyse comme suit :

Exercices		Non échus	Echus depuis 90 jours au plus	Echus depuis plus de 90 jours	Clients et comptes rattachés
2019	Brut	50 092	3 674	4 953	58 719
	Dépréciation	0	(71)	(1 998)	(2 069)
	Net	50 092	3 603	2 955	56 650
2018	Brut	60 508	5 426	2 759	68 693
	Dépréciation	0	(8)	(1 900)	(1 908)
	Net	60 508	5 418	859	66 785

Les dépréciations de créances commerciales ont évolué de la façon suivante au cours de l'exercice :

(en milliers d'euros)	Exercice 2019	Exercice 2018
1^{er} Janvier	1 908	2 055
Dépréciations	159	(145)
Ecart de conversion	2	(2)
Activités réintégrées	0	0
31 décembre	2 069	1 908

VIII.3.2. Risque de liquidité

Le financement du Groupe repose principalement sur :

- des emprunts moyen/long terme,
- une ligne de crédit renouvelable,
- de l'affacturage.

Le Groupe dispose au 31 décembre 2019 :

- du crédit d'investissement non encore utilisé pour 8 M€,
- du crédit renouvelable non encore utilisé pour 10 M€,
- de possibilités de financement complémentaire en affacturage pour 27 M€ (sous réserve d'avoir les créances à céder),
- de lignes de découvert pour 2 M€.

Les cash-flows prévisionnels liés à la dette au 31 décembre 2019 sont présentés dans le tableau ci-dessous :

(en milliers d'euros)	Valeur comptable	Cash flow s prévisionnels	2019						
			2020	2021	2022	2023	2024	2025	Au-delà de 2025
Emprunts auprès d'établissements de crédit	87 955	92 687	20 663	24 756	38 647	3 707	3 278	1 580	57
<i>Dont Prêt de refinancement</i>	35 000	37 063	8 375	8 188	20 500	-			
<i>Dont crédit d'investissement</i>	30 670	32 386	7 447	10 615	14 324	-			
<i>Dont crédit d'investissement BPIFrance</i>	10 000	10 788	710	2 200	2 158	2 116	2 074	1 532	-
<i>Dont prêt ARI</i>	7 328	7 328	1 543	1 543	1 543	1 543	1 156	-	-
<i>Dont FDES</i>	336	354	237	116	-	-			
<i>Dont Pre-financement CICE ⁽²⁾</i>	4 014	4 086	2 167	1 919	-	-	-	-	-
<i>Dont autres</i>	607	684	183	176	122	49	49	49	57
Dette factoring ⁽¹⁾	33 397	33 397	33 397						
Emprunts relatifs aux locations	7 519	7 519	2 436	2 292	1 288	897	540	66	-
Découverts bancaires	333	333	333						
Autres dettes financières	250	250	125	125					
Total passif financiers	129 454	134 187	56 953	27 173	39 935	4 604	3 818	1 646	57
Créances cédées au factor ⁽¹⁾	36 697	36 697	36 697						
Créances CICE	4 041	4 041	2 026	2 015					
Total actifs financiers	40 738	40 738	38 723	2 015	0	0	0	0	0
Net	88 716	93 449	18 230	25 158	39 935	4 604	3 818	1 646	57

⁽¹⁾ La dette factoring est une dette court terme : elle s'éteint avec le règlement des créances cédées par les clients directement au factor. Son extinction ne se traduit pas par une sortie de trésorerie pour la société.

⁽²⁾ Les pre-financements des CICE 2016 et 2017 seront remboursés simultanément au remboursement des créances de CICE par l'Etat, l'extinction de cette dette ne se traduit donc pas par une sortie de trésorerie pour la société.

VIII.3.3. Risque de taux d'intérêt

Afin de se conformer au nouveau contrat de financement signé en décembre 2017, le Groupe a conclu en mars 2018 des contrats de couverture sur les 2/3 du prêt de refinancement, consistant en des caps de 1,5%, à démarrage au début du mois de juillet 2018 et pour une durée de 3 ans.

Ces caps ont une juste valeur nulle au 31 décembre 2019.

Analyse de sensibilité des flux de trésorerie pour les instruments à taux variable

Une variation de 100 points de base des taux d'intérêts à la date de clôture aurait eu pour conséquence une hausse (diminution) du résultat à hauteur des montants indiqués ci-dessous. Pour les besoins de cette analyse, toutes les autres variables, en particulier les cours de change, sont supposées rester constantes.

L'analyse a porté en 2019 sur 104,7 M€ d'endettement brut variable non couvert:

Exercice 2019 (en milliers d'euros)	Compte de résultat		Capitaux propres	
	Choc de +100bps	Choc de -100bps	Choc de +100bps	Choc de -100bps
Charges d'intérêt nettes	(645,8)	0,0		
Swaps de taux d'intérêt en couverture de flux de trésorerie	0,0	0,0	0,0	0,0
Options de taux d'intérêt en couverture de flux de trésorerie	0,0	0,0		
Total	(645,8)	0,0	0,0	0,0

Au 31 décembre 2019, les taux d'intérêt sont négatifs, et la plupart des contrats bancaires prévoient que le taux soit réputé égal à zéro dans cette situation. Aussi, une baisse des taux d'intérêts n'a pas d'impact sur le compte de résultat.

VIII.3.4. Risque de change

Le Groupe est principalement exposé sur le change euro/dollar et n'a pas recours à des couvertures de change.

Analyse de sensibilité

Une variation de 10% de l'euro à la date de clôture aurait eu pour conséquence une hausse (diminution) des autres éléments du résultat global et du résultat à hauteur des montants indiqués ci-dessous. Pour les besoins de cette analyse, toutes les autres variables, en particulier les taux d'intérêts, sont supposées rester constantes.

L'analyse de sensibilité a porté en 2019 sur les positions bilanciellles non couvertes soit 3,1 MUSD et 0,6 MGBP :

Exercice 2019 (en milliers d'euros)	Compte de résultat (*)		Capitaux propres (*)	
	Choc de +10%	Choc de -10%	Choc de +10%	Choc de -10%
Contrats à terme				
Option de change				
Positions bilantiellles non couvertes	(317,9)	388,5	0,0	0,0
Total	(317,9)	388,5	0,0	0,0

VIII.3.5. Risque sur matières premières

Le Groupe n'a pas conclu de contrats de couvertures sur matières premières au 31 décembre 2019.

VIII.4. Engagements hors bilan liés aux financements du groupe

Prêt de refinancement 2017

Les banques bénéficient d'un nantissement des titres des sociétés Gascogne Bois, Gascogne Papier, Gascogne Sacs et Gascogne Flexible.

Contrats factor

Dans le cadre des contrats d'affacturage, les dettes factor s'élevant à 33,4 M€ sont garanties à due concurrence par les créances commerciales cédées au factor et qui figurent au bilan pour un montant de 36,4 M€.

IX. IMPOTS SUR LE RESULTAT

IX.1. Impôt sur les résultats

Impôt sur le résultat exigible.

L'impôt exigible comprend le montant estimé de l'impôt dû (ou à recevoir) au titre du bénéfice (ou de la perte) imposable d'une période et tout ajustement du montant de l'impôt exigible au titre des périodes précédentes. Il est calculé sur la base des taux d'impôts qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

Crédit Impôt Recherche

Le Groupe présente le Crédit Impôt Recherche (CIR) en diminution des frais de personnel qui représentent l'essentiel des dépenses de recherche et développement financées par le Crédit Impôt Recherche.

Contribution Economique Territoriale

La Contribution Economique Territoriale (CET) en France a deux composantes :

- la Cotisation Foncière des Entreprises (CFE), et
- la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE).

Ces deux composantes sont comptabilisées en charges opérationnelles.

(Charges) Produits d'impôts sur le résultat

(en milliers d'euros)	Exercice 2019	Exercice 2018
(Charges) Produits d'impôt exigible	(187)	(219)
(Charges) Produits d'impôt différé	176	3 157
Produits (charges) d'impôt sur le résultat	(11)	2 939

Preuve d'impôt

(En milliers d'euros)	Exercice 2019	Exercice 2018
Résultat net de l'ensemble consolidé	9 741	9 411
(-) quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	0	141
Résultat net des entreprises intégrées	9 741	9 270
Charges (produits) Impôts sur les sociétés (a)	11	(2 939)
Charge (produits) d'impôts théorique, au taux en vigueur dans chaque pays (b)	2 978	2 318
Ecart (a) - (b)	(2 967)	(5 257)
Analyse de l'écart:		
Impact des décalages permanents	(2 558)	557
Impact des déficits nets fiscaux non activés	(246)	(610)
Impact de la différence entre le taux d'impôt exigible et le taux d'impôt différé	(24)	(11)
Impact d'activation des déficits fiscaux	0	(2 844)
Impact des autres retraitements de consolidation	(139)	(1 666)
Impact lié à la comptabilisation du CICE	0	(683)
Total	(2 967)	(5 257)

Les taux d'impôts retenus sont les suivants :

- Allemagne : 27,3% pour la société GSD et 30,9% pour la société GFG
- France : 31%
- Grèce : 29%
- Tunisie : 30%

Impôts sur les bénéfices à récupérer et à payer

(en milliers d'euros)	Exercice 2019	Exercice 2018
Impôts sur les bénéfices à récupérer	8 287	10 102
Impôts sur les bénéfices à payer	323	370
Impôt sur les bénéfices net Actif (Passif)	7 964	9 732

Les impôts sur les bénéfices à récupérer sont principalement constitués des créances du crédit d'impôt recherche et du crédit d'impôt compétitivité emploi.

IX.2. Impôts différés

Les impôts différés sont calculés sur les différences temporelles existant entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs bases fiscales. Les actifs et passifs d'impôts différés sont évalués selon la méthode du report variable, c'est-à-dire en utilisant le taux d'impôt dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt et de la réglementation fiscale qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de la clôture.

Les éléments suivants ne donnent pas lieu à la constatation d'impôts différés :

- le goodwill non déductible fiscalement,
- la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif qui n'est pas un regroupement d'entreprise et qui n'affecte ni le bénéfice comptable, ni le bénéfice imposable,
- différences temporelles liées à des participations dans des filiales dans la mesure où elles ne s'inverseront pas dans un avenir prévisible.

Le Groupe présente les impôts différés dans le bilan consolidé séparément des autres actifs et passifs. Des actifs d'impôts différés sont inscrits au bilan dans la mesure où il est probable qu'ils pourront être récupérés au cours des années ultérieures. Les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés.

Pour apprécier la capacité du Groupe à récupérer ces actifs, il est notamment tenu compte des éléments suivants :

- prévision de résultats fiscaux futurs dans le cadre de l'intégration fiscale du Groupe,
- historique des résultats fiscaux des années précédentes.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés lorsqu'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et passifs d'impôt exigible, et lorsqu'ils concernent des impôts sur le résultat prélevé par une même autorité fiscale et que le Groupe a l'intention de régler sur la base de leur montant net.

Tableau des impôts différés au bilan

(en milliers d'euros)	Exercice 2019	Exercice 2018
Impôts différés actifs	2 147	1 408
Impôts différés passifs	(44)	(41)
Impôts différés actifs (passifs) nets	2 103	1 367

Variation des impôts différés

(en milliers d'euros)	Exercice 2019	Exercice 2018
Montant en début de période	1 367	(1 999)
Impact sur les autres éléments du résultat global	563	204
Impact sur les résultats	176	3 157
Autres Impacts des écarts de change	(3)	5
Montant en fin de période	2 103	1 367

Sources des principales variations des impôts différés

(en milliers d'euros)	Exercice 2018	Réserves	Résultat	Variation de change	Exercice 2019
Décalages fiscaux	385				385
Activation des déficits fiscaux	3 267				3 267
Provisions règlementées	(293)		108		(185)
Autres	(1 070)		(5)		(1 075)
IAS 01 Présentation des états financiers	55				55
IAS 02 Stocks	18		(2)		17
IAS 16 Immobilisations corporelles	(16 356)		(227)	(3)	(16 586)
IAS 17 Contrats de location-financements	207		(51)		156
IAS 18 Produits des activités ordinaires	1				1
IAS 19 Avantages au personnel	3 256	563	(36)		3 783
IAS 20 Comptabilisation des subventions publiques	146		(27)		119
IAS 21 Effets de la variation des monnaies étrangères	68		8		76
IAS 36 Dépréciation d'actifs	11 481				11 481
IAS 37 Provisions passifs éventuels	49		385		434
IFRS 16 - Contrats de location			22		22
IFRS 3 - Regroupement d'entreprises	153				153
Total	1 367	563	176	(3)	2 103

Sociétés françaises (intégration fiscale)

Le Groupe intégré fiscalement comprend en 2019 les sociétés suivantes : Gascogne SA, Gascogne Bois, Palfrance, Gascogne Papier, Feutres Depland, Gascogne Sacs, Gascogne Flexible.

Le montant total des déficits reportables des sociétés françaises s'élève à 84,3 M€ à fin 2019 et 84,7 M€ à fin 2018. Ces déficits ne sont pas activés car l'intégration fiscale a été déficitaire pendant des années et n'est redevenue bénéficiaire qu'à partir de 2017 (+0,6 M€), en 2018 pour un montant de + 0,1 M€ et en 2019 pour un montant de + 0,3 M€.

Sociétés étrangères

Les déficits reportables des filiales Aigis (Grèce), Gascogne Flexible Germany et Gascogne Sack Deutschland (Allemagne) ont donné lieu à la comptabilisation d'un impôt différé actif à hauteur de leur impôt différé passif. Le montant total des déficits reportables des sociétés étrangères à fin 2019 s'élève à 29,1 M€.

X. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Beaucoup de pays dans le Monde, et notamment la France, sont actuellement sévèrement affectés par la crise sanitaire du Covid-19.

Le Groupe Gascogne a pris des mesures en concertation avec les Représentants du personnel afin d'assurer dans la mesure du possible la continuité de ses opérations et la qualité de ses services dans le respect des règles sanitaires préconisées par les autorités.

Les activités du Groupe sont essentielles et stratégiques pour les clients dans le domaine de l'agroalimentaire humain et animal et de la santé, aussi l'objectif du Groupe est de maintenir son activité industrielle et commerciale autant que possible dans ces conditions difficiles afin de satisfaire la demande et préparer au mieux l'après-crise.

La situation actuelle étant incertaine, il est difficile à ce stade d'en déterminer les impacts sur l'activité de la société en 2020.

Il s'agit d'un évènement post-clôture n'ayant pas de lien direct et prépondérant avec une situation existant à la clôture : conformément aux normes comptables, cet événement n'a donc pas été pris en compte pour l'arrêté des comptes au 31 décembre 2019.

XI. HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

(En milliers d'euros)	KPMG				DELOITTE			
	Montant HT		%		Montant HT		%	
	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018
Certification des comptes individuels et consolidés et examen semestriel limité	195	186	83,0%	82,3%	203	186	82,4%	81,0%
Services autres que la certification des comptes	40	40	17,0%	17,7%	44	44	17,6%	19,0%
TOTAL	235	226			247	230		